

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Considérations sur la stagnation des voix communistes et le recul électoral de la gauche depuis 1958	1	VLADIMIR OSIPOV. — La Russie souterraine. - Le cercle Berdiaev de Lénin-grad (1964-1967)	9
BORIS LITVINOFF. — L'U.R.S.S. et le problème de l'échange des informations, des idées et des hommes entre l'Est et l'Ouest	5	T. NICOLAS. — Les pays baltes face à l'Union soviétique. — II. L'entre-deux guerres (1921-1939)	17

Nécrologie : LUCIEN LAURAT p. 24

Considérations sur la stagnation des voix communistes et le recul électoral de la gauche depuis 1958

AU lendemain du référendum du 23 avril 1972 sur l'Europe, pour lequel les communistes avaient prôné le *non* alors que les socialistes conseillaient l'abstention, nous soulignons ici-même la « *stagnation des suffrages communistes* ».

Les élections du 4 et 11 mars 1973 viennent de confirmer ce phénomène.

★★

Depuis cinquante ans (il y aura l'an prochain un demi-siècle que le Parti communiste en tant que tel affrontait pour la première fois des élections législatives générales), l'influence électorale du P.C. a progressé par bonds : elle en fit un premier en 1936, passant alors d'environ 10 % des suffrages exprimés — ce qui constitue sa base de départ (9,5 % en 1924, 11,3 % en 1928, 8,4 % en 1932) — à 15,3 %.

Il n'est pas possible d'affirmer que le Par-

ti communiste aurait conservé la position ainsi conquise, puisque la guerre a empêché le renouvellement de la Chambre des députés, mais il est vraisemblable qu'il aurait alors « consolidé » ses acquisitions de 1936, pour user du langage qui est le sien.

Le rôle qu'il joua dans la résistance à partir de juin 1941 et de l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. lui permit d'accomplir à la Libération un nouveau bond, et pendant toute la durée de la IV^e République, il conserva, à très peu de chose près, les positions conquises en 1945 et 1946. Jamais le nombre des voix recueillies par lui dans cette période ne fut inférieur à 25 % des suffrages exprimés : 26 % en 1945, 26,1 % et 28,6 % en 1946, 25,6 % en 1951, 25,7 % en 1956.

La révolution de mai 1958 le contraignit à un nouveau bond, mais cette fois ce bond, aussi brusque que les autres, c'est en arrière qu'il l'effectua.

Aux élections de 1958, il ne rassembla que 18,9 % des suffrages exprimés. Ce pouvait n'être là qu'un accident, et il n'était sans doute pas déraisonnable de penser que le Parti communiste regagnerait au moins une large partie du terrain perdu. Or, bien que le pouvoir ait fort peu combattu le communisme depuis quinze ans, sans doute moins que les gouvernements et les partis ne l'avaient fait entre 1947 et 1958, le P.C.F. n'a pas réussi à remonter la pente : 21,7 % des suffrages exprimés en 1962, 22,5 % en 1967, 20,0 % en 1968, 21,5 % en 1969, lors de l'élection présidentielle, Jacques Duclos étant alors le candidat communiste.

Rien ne permettait de penser que les élections qui viennent d'avoir lieu manifesteraient un renversement de la tendance. Ceux qui, par analogie avec 1936, pensaient que l'union autour du « programme commun de gouvernement » produirait un effet semblable à celui du Rassemblement populaire de 1935-1936 se trompaient manifestement. Faute d'avoir vécu l'enthousiasme d'un 14 juillet 1935 par exemple, ils se fiaient imprudemment à des analogies superficielles. A aucun moment depuis la publication du programme commun, on n'a connu de mouvements collectifs pareils à ceux de 1935 et de 1936 : il a fallu toute l'habileté des communistes dans l'art d'exploiter l'ignorance des observateurs pour faire croire à ceux-ci que la manifestation de la porte de Versailles, le 1^{er} décembre 1972, avait la même ampleur et la même spontanéité que telle grande démonstration populaire d'il y a trente huit ans. Le « courant passe », répétaient les commentateurs, un peu trop pressés ou trop empressés, et ils n'avaient devant eux qu'une de ces réunions « préfabriquées » que son « appareil » permet au Parti communiste de réussir dans la région parisienne à peu près quand il veut, si vraiment il le veut.

Toutefois, l'alliance passée avec le Parti socialiste, l'immense bruit fait autour du programme commun semblaient de nature non pas à modifier profondément la situation, mais du moins à consolider et à accentuer un peu la légère remontée enregistrée lors de l'élection présidentielle de 1969. Il n'en a rien été. Avec 21,25 % des suffrages exprimés, le P.C. n'a retrouvé ni ses 21,5 % de l'élection présidentielle, encore moins ses 22,5 % des élections de 1967, pas même ses 21,7 % de 1962.

Bref, électoralement, le Parti communiste continue de stagner. La V^e République lui a fait perdre, relativement parlant, à peu près le cinquième de ses voix. Il est permis de prophétiser qu'il ne les retrouvera jamais, à moins d'un accident — comme par exemple — l'arrivée au gouvernement de ministres communistes à la faveur d'une coalition parlementaire quelconque.

Cette stagnation qui se manifeste dans les résultats globaux se révèle à l'analyse à peu

près générale. Certes, les communistes ont réalisé certains progrès dans quelques endroits, mais ceux-ci sont très rares, et il faut descendre au niveau des départements et même des circonscriptions pour les enregistrer (il s'agit toujours ici des voix du premier tour).

Groupons les départements par grands secteurs géographiques (Région parisienne, Nord, Ouest, Sud-Ouest, Centre, Est, Sud-Est) : dans tous, le P.C.F. est en baisse par rapport à 1967, sauf dans la Région Nord où il retrouve le même pourcentage qu'alors.

	1967	1968	1973
Région parisienne	30,5 %	26,9 %	27,6 %
Nord	26,4 %	24,8 %	26,4 %
Ouest	14,8 %	12,4 %	13,3 %
Sud-Ouest	17,6 %	15,5 %	17,3 %
Centre	22,9 %	21,1 %	22,1 %
Est	17,4 %	14,4 %	15,9 %
Sud-Est	24,7 %	22,5 %	24,4 %

Les pertes sont particulièrement sensibles dans la région parisienne et dans la région est. (Le tableau précédent est emprunté au *Figaro* du 7 mars 1973).

Au niveau des 21 régions de programme, le tableau est un peu plus nuancé. Le P.C. a amélioré sa situation dans trois d'entre elles, le Nord, la Picardie, la région Provence-Côte d'Azur. Dans les dix-huit autres, les communistes ont reculé.

L'unité de la gauche — pour user d'une formule assez incorrecte, car il n'est pas du tout certain que le Parti communiste appar-

EVOLUTION DES SUFFRAGES COMMUNISTES PAR RÉGIONS

(en % des suffrages exprimés)

Nord	26,6	24,9	27,0
Picardie	27,5	25,8	28,0
Haute-Normandie ..	26,3	24,6	25,7
Basse-Normandie	12,2	10,1	11,8
Bretagne	17,1	15,6	15,4
Pays de la Loire ..	14,0	10,8	11,9
Poitou-Charente	19,6	16,4	18,0
Aquitaine	17,6	15,5	17,5
Midi-Pyrénées	16,4	14,3	16,2
Languedoc - Roussillon	28,8	18,6	28,7
Rhône-Alpes	21,0	25,2	19,7
Provence - Côte d'Azur	27,6	26,3	28,2
Centre	21,9	18,9	21,4
Limousin	31,3	18,2	29,8
Auvergne	20,4	12,1	20,2
Bourgogne	21,3	20,4	19,2
Franche-Comté	15,1	29,5	14,0
Champagne - Ardennes	23,3	20,3	22,4
Lorraine	19,0	15,4	16,9
Alsace	9,1	7,2	7,9
Région parisienne ..	29,9	26,7	27,1

tienne vraiment à la gauche — l'unité de la gauche semble avoir perdu beaucoup de sa vertu électorale.

Un autre phénomène mérite d'être mis en lumière : la gauche n'est plus majoritaire dans le pays. Et par « gauche », nous entendons selon l'acception aujourd'hui commune (elle est inexacte au niveau des appareils, mais elle est plus acceptable à celui des électeurs) non seulement les radicaux et les socialistes, mais aussi le P.C. et les groupes révolutionnaires.

Sous la IV^e République, on pouvait dire que la présence d'un Parti communiste puisant stérilisait la gauche sur le plan parlementaire, car les candidats communistes tiraient à eux des millions d'électeurs dont un vote pour un socialiste ou même un radical aurait beaucoup mieux traduit les opinions véritables. Si, négligeant cette césure entre les partis, on rendait son unité à l'électorat de gauche au sens large du terme en ajoutant les voix communistes à celles des socialistes et des radicaux, on obtenait un taux supérieur à 50 % des suffrages exprimés : 58,9 % en novembre 1946, 52 % en 1951, 56,0 % en 1956.

Que constate-t-on aujourd'hui ? En 1965, au second tour de l'élection présidentielle, 45,5 % des suffrages exprimés se sont portés sur le nom de M. Mitterrand ; en 1962, aux élections législatives, les partis et groupes englobés sous l'étiquette « gauche » ont rassemblé 44,3 % des voix ; en 1967, 45,1 % ; en 1968, dans une situation pour eux particulièrement défavorable, 41,2 % ; en 1973, leur meilleur score depuis dix ans, 46,5 %.

Autrement dit, nous assistons à un repli qui paraît durable des forces de la gauche dans l'ensemble du pays.

Il faudrait plus qu'une rapide analyse pour mettre au jour les raisons de ce recul. Sans doute beaucoup y verront-ils un des effets des indéniables progrès réalisés sur le plan social, en fait d'élévation du niveau de vie, de protection du travail, d'égalisation des conditions et, comme on dit, de démocratisation des mœurs. Sans doute conviendrait-il d'attacher plus d'importance à deux faits d'ordre politique — car ce n'est pas donner dans un idéalisme facile que d'affirmer que, lors des élections politiques, les mobiles des électeurs sont essentiellement politiques, et politiques au sens étroit du terme, beaucoup plus qu'économiques et sociaux. Or, l'évolution actuelle des institutions politiques vers un régime présidentiel, accompagnée d'une certaine personnalisation du pouvoir, répond à la conception que se faisaient de la République depuis beaucoup plus longtemps qu'on ne le croit un nombre de citoyens lui aussi beaucoup plus impor-

tant qu'on ne le pensait. La gauche aurait pu apporter cette réforme constitutionnelle. Elle l'a boudée au contraire, et retardée autant qu'elle l'a pu. Elle en subit les conséquences.

L'évolution de l'Eglise a joué dans le même sens. Une large partie du clergé s'est ralliée à la gauche, et il est vraisemblable que les voix gagnées par les socialistes en Bretagne, en Lorraine, dans le Nord sont des voix catholiques. Toutefois, le ralliement de l'Eglise à la gauche a fait perdre à celle-ci plus de voix qu'il ne lui en a apporté.

Plus exactement, ce ralliement a changé la nature de la gauche, son « contenu » si l'on peut dire. Sous la III^e et sous la IV^e République, le seul dénominateur vraiment commun entre tous les partis catalogués de gauche était le laïcisme, l'anticléricalisme. Ils étaient des centaines de milliers, les électeurs qui, votant radical, étaient infiniment plus proches des partis du centre et de la droite républicaine que des socialistes et à plus forte raison des communistes en matière économique et sociale. Voter à gauche, c'était pour eux voter « contre les curés », voter à droite, « voter pour les curés ».

Ce temps-là est révolu — et nombre d'électeurs qui donnaient autrefois leurs voix à la gauche n'hésitent plus à voter pour une droite que « l'hypothèque cléricale » n'obère plus.

Manifestement, les dirigeants du Parti socialiste n'ont pas réfléchi à cette dégradation durable des forces électorales de l'ensemble de la gauche. Ils ont cru que celle-ci n'était écartée du pouvoir qu'à cause de la division entre socialistes et radicaux d'une part, communistes de l'autre. Ils ont fait un effort qu'on peut dire héroïque pour surmonter cette division. Malgré les changements (en vérité, très superficiels) que les communistes ont apportés dans leurs propos et leur comportement, les plus authentiques des socialistes, militants et électeurs, sont toujours sensibles aux différences profondes qui les séparent des communistes, différences profondes car elles portent sur l'orientation générale de l'esprit encore plus que sur la doctrine. Ils ont surmonté leurs répugnances et ils ont apporté plus de zèle et de discipline que jamais dans l'alliance avec les communistes. Ils ont échoué.

Ils ont échoué en 1973, comme ils avaient échoué en 1968, en 1967, en 1965. Si les communistes retrouvent exactement en 1973 le même nombre de sièges qu'en 1967, à savoir 73, socialistes et radicaux de gauche n'en ont ensemble que 100 au lieu de 116 (103 au lieu de 120 si l'on englobe le P.S.U.). On ne peut pas dire que l'alliance avec les communistes leur ait été aussi profitable qu'ils l'escomptaient.

Ce n'est pas sur leur gauche qu'il leur faut chercher des alliés s'ils veulent revenir au pouvoir, c'est sur leur droite.

L'erreur des socialistes fut de croire que les communistes ne faisaient plus peur. Cette erreur, ils ne sont pas les seuls à la commettre et tel membre de la majorité, dénonçant « *l'anticommunisme primaire* », la commet tout aussi bien qu'eux. Peut-être même ceux qui dans la majorité pensent que les communistes ont changé s'abusent-ils davantage que les socialistes eux-mêmes, car ceux-ci sentent bien (et il arrive même à certains de le dire) que dans sa substance le Parti communiste est toujours le même. Seulement, ils ont tendance à croire que les électeurs sont plus sensibles, eux, aux apparences et qu'il leur paraîtra moins scandaleux que par le passé qu'on puisse s'allier avec les communistes et de s'aider d'eux pour parvenir au pouvoir au risque de les aider à y parvenir eux-mêmes.

Les élections viennent de prouver le contraire. Nul, s'il est de bonne foi, ne peut accuser la majorité d'avoir mené une action systématique contre le communisme, depuis cinq ans et plus. Pour de multiples raisons qu'il faudra bien analyser un jour, des bonnes et des mauvaises, et plus de mauvaises que de bonnes, elle s'en est remise à la leçon des faits pour détourner du Parti communiste un certain nombre de ses électeurs. Ce n'est que dans les toutes dernières semaines qu'elle a improvisé sa lutte contre le communisme.

Malgré cette improvisation, la lutte a payé. Il a suffi de montrer que les communistes avaient réussi à lier les socialistes grâce au « programme commun » beaucoup plus

étroitement que jamais auparavant dans le passé, de montrer également (avec le concours d'incroyables propos tenus par Georges Séguy) que le P.C.F. disposait de bien d'autres moyens que son groupe parlementaire pour imposer sa volonté, à commencer par la C.G.T., pour que les illusions se dissipent et que des centaines de milliers d'électeurs reconnaissent sous les dehors patelins qu'il affecte aujourd'hui le communisme de toujours.

★★

L'anticommunisme n'est pas démodé. Il n'est pas en recul, au moins dans les masses profondes de la nation. En ce lendemain d'élections au cours desquelles on a pu craindre que les communistes ne parviennent à s'insinuer au pouvoir, et, profitant d'un désir de changement dans le personnel politique, ne réussissent à imposer non seulement un changement constitutionnel, mais un changement de société, le désir d'organiser la résistance au communisme et son refoulement s'est avivé.

Est-ce pousser l'optimisme jusqu'à la naïveté que d'imaginer que les hommes responsables vont cette fois se décider à passer à l'attaque et à mener, sans brutalité aucune, une lutte politique persévérante contre une formation de nature totalitaire, véritable corps étranger dans la nation, dont la présence depuis cinquante ans dévoie la gauche et fausse de ce fait toute la vie politique du pays ?

Cl. HARMEL.

L'ÉVOLUTION DES SUFFRAGES COMMUNISTES TOTAL - POURCENTAGES - INDICES (France métropolitaine)

Années	Voix communistes		% des inscrits		% des suffrages exprimés	
<i>III^e République</i>						
1924	875.812	—	7,0	39,4	9,5	36,5
1928	1.063.943	—	9,3	45,8	11,3	43,4
1932	794.883	—	6,8	33,4	8,4	32,3
1936	1.487.336	—	12,7	62,5	15,3	58,8
<i>IV^e République</i>						
1945	5.005.336	100	20,3	100	26,0	100
1946-a	5.199.111	103,8	21,0	103,4	26,1	100,3
1946-b	5.489.288	109,6	21,9	107,8	28,6	110,0
1951	4.910.547	98,0	20,0	98,5	25,6	98,4
1956	5.532.631	110,5	20,6	101,4	25,7	98,8
<i>V^e République</i>						
1958	3.882.204	77,3	14,2	69,9	18,9	72,6
1962	3.992.431	79,7	14,4	70,9	21,7	83,8
1967	5.039.032	100,6	17,7	87,1	22,5	86,5
1968	4.435.357	88,6	15,7	77,3	20,0	76,9
1969	4.781.838	95,5	16,6	81,7	21,5	82,5
1973	5.026.417	100,0	16,9	83,2	21,2	81,5

Détente internationale ou intensification de la lutte idéologique ?

L'U.R.S.S. et le problème de l'échange des informations, des idées et des hommes entre l'Est et l'Ouest

DEPUIS peu le problème de l'échange des informations, des idées et des hommes entre l'Est et l'Ouest est à l'ordre du jour. C'est, l'une des questions les plus âprement discutées au cours des conversations pour la préparation de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, qui ont débuté à Helsinki fin novembre 1972.

Pour une fois, l'initiative en revient à la diplomatie occidentale. L'atmosphère générale étant à la détente et les Soviétiques étant de toute évidence intéressés à une sorte de « modus vivendi » en Europe (avec, comme objectif final, l'inclusion de cette dernière dans l'orbite de l'U.R.S.S. et l'éviction progressive de la présence américaine), les hommes d'Etat occidentaux (et en particulier MM. Pompidou et Brandt) ont fait valoir non sans raison qu'une véritable « détente » (ou « normalisation ») ne pouvait avoir lieu en Europe qu'à la condition préalable d'un échange plus libre qu'il ne l'est aujourd'hui des informations, des idées et des hommes entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest.

C'est le secrétaire général de l'O.T.A.N., M. Joseph Luns (Pays-Bas) qui a le mieux défini cette nécessité dans une interview accordée au correspondant de l'hebdomadaire américain *Newsweek*, M. Arnaud de Borchgrave. Après avoir souligné que le but stratégique de l'U.R.S.S. était de parvenir à la suprématie en Europe (ce qui ne veut point dire nécessairement une invasion de l'Europe occidentale par les forces armées soviétiques, mais bien plutôt une « neutralisation » à sens unique, comme celle qui est imposée à la Finlande), M. Joseph Luns en arrivait aux conclusions suivantes :

« Comme le voient les Soviétiques, une conférence européenne sur la sécurité aurait pour tâche d'endosser le « statu quo » en Europe. Nous autres, Occidentaux, insistons sur la nécessité d'une conférence préparée avec le plus grand soin, avec des garanties de résultats concrets, à savoir un plus libre échange de personnes et d'idées et la liquidation des barrières artificielles qui séparent les deux moitiés de notre continent. Dans ce cas nous pourrions envisager le jour où la politique étrangère de l'U.R.S.S. serait enfin, ne fût-ce que très faiblement, influencée par l'opinion publique soviétique tout comme la politique des pays occidentaux est influencée aujourd'hui par leur propre opinion publique ». (*Newsweek*, 10 juillet 1972, page 12).

Ces vues parfaitement réalistes, modérées et cohérentes soulevèrent cependant la plus grande indignation des commentateurs soviétiques. Ceux-ci y voyaient une manœuvre particulièrement machiavélique des « impérialistes » en vue de provoquer l'« érosion » du bloc des pays de l'Est et de le saper par la « subversion ». Dans le journal *Mejdounarodnaïa Jiznj* (« Vie internationale »), l'historien soviétique Ch. Sanakoïev allait jusqu'à dire à ce propos :

« Comme on peut s'en rendre compte, M. Luns et ses collègues de l'O.T.A.N. s'en tiennent toujours au rêve de la restauration de l'ordre capitaliste (sic!) là, où la base de cet ordre a été depuis longtemps détruite. Ils s'efforcent d'obtenir des concessions unilatérales (resic!) de la part des pays socialistes, de mettre fin à toutes les barrières qui protègent ces pays des diversions idéologiques et politiques de l'impérialisme, afin d'obtenir la possibilité de diffuser sans entraves les idéaux de la société bourgeoise, d'infiltrer les porteurs de ces idéaux dans les pays socialistes en nombre illimité... » (*Mejdounarodnaïa Jiznj*, n° 10/1972, octobre 1972, page 12).

De son côté, le commentateur des *Izvestia*, Youri Golochoubov, traitant du problème de la sécurité européenne, accusait les Occidentaux de vouloir à tout prix « mettre la charrie avant les bœufs » lorsqu'ils insistaient sur la nécessité d'une discussion préalable au sujet de l'échange des informations, des idées et des hommes entre l'Est et l'Ouest (*Izvestia*, 8 octobre 1972, page 2). Depuis lors, il est vrai, les Soviétiques se sont vus obligés d'assouplir quelque peu leurs positions, de renoncer à leur intransigeance et d'accepter, bien à contre-cœur, la discussion du problème posé par les Occidentaux.

Bien entendu, ce faisant, ils ne manquaient point l'occasion d'opposer leurs propres conceptions de la « liberté d'information » à celle des Occidentaux. Reprenant du poil de la bête, ils en viennent aujourd'hui à exiger au nom de cette « liberté d'information » (telle qu'ils la comprennent) sa suppression pure et simple (sous la forme où la comprennent les Occidentaux). Revirement paradoxal autant que spectaculaire de la situation, mais que l'Occident aurait bien tort de considérer comme une concession de la part de ses adversaires idéologiques.

Dans cette confrontation de points de vue diamétralement opposés on en revient à l'opposition irréductible entre deux mondes aussi éloignés qu'il se peut l'un de l'autre et de leurs modes de pensée. Le mode de pensée libéral et tolérant des démocraties occidentales affronte ici le mode de pensée inquisiteur et pathologiquement méfiant de l'univers totalitaire. Une des caractéristiques essentielles de ce dernier est le contrôle absolu qu'il entend exercer dans le domaine de l'esprit. Non seulement la presse, la radio, la télévision, le théâtre, le cinéma, l'édition des livres, bref tous les moyens d'information imaginables se trouvent être le monopole de l'Etat, mais la nature même de la censure exercée par cet Etat est infiniment plus tyrannique et envahissante que celle des systèmes policiers les plus répressifs.

Ainsi que le faisait remarquer l'écrivain soviétique émigré Arkadi Bélinkov, historiquement la censure d'Etat en U.R.S.S. est un phénomène qualitativement nouveau : en effet, son but n'est point d'intervenir « après coup » (comme dans n'importe quel système policier) pour empêcher la diffusion d'œuvres jugées subversives, mais de dicter aux écrivains, journalistes, régisseurs et artistes ce qu'ils ont à écrire, à dire ou à faire. Le journaliste soviétique émigré Léonid Vladimirov (1) estime, quant à lui, que l'organisation de la censure (ou « Glavlit ») occupe en U.R.S.S. plus de 70.000 fonctionnaires chargés de « diriger » dans le sens imposé par le Parti le travail des écrivains, des journalistes et d'autres éléments de l'« intelligentsia créatrice » (dans sa « *Lettre ouverte* » au 4^e Congrès des écrivains soviétiques, Alexandre Soljénitsyne qualifie cette censure « non prévue par la Constitution et donc illégale » de « survivance du Moyen Age »).

Toujours d'après L. Vladimirov, le « manuel » secret dans lequel les censeurs soviétiques ont dressé le répertoire des sujets « tabous » à ne point traiter sous aucun prétexte comprendrait plus de 300 pages et des milliers d'articles. On y trouve entre autres, l'interdiction de mentionner les catastrophes naturelles ou techniques survenues en U.R.S.S. (inondations, tremblements de terre, déraillements de chemin de fer, etc...), l'interdiction de mentionner l'existence du « Glavlit » (censure) ou du K.G.B. (police secrète), l'interdiction de mentionner le montant des traitements des fonctionnaires d'Etat, l'interdiction de faire allusion au manque ou au rationnement de denrées alimentaires, l'interdiction de comparer le niveau de vie des travailleurs soviétiques avec celui des travailleurs d'autres pays, etc., etc. La liste de ces interdictions s'allonge à l'infini. L'aboutissement logique de cette tendance au monopole absolu de l'Etat dans le domaine de l'information et de la vie spirituelle aboutit fatalement à la création d'une

société hermétiquement close, telle qu'elle existait en U.R.S.S. du temps de Staline. En état de mobilisation et de tension permanente au nom de la victoire finale du système communiste dans le monde entier, un tel genre de société représente en soi un danger de guerre mondiale.

La politique de coexistence pacifique adoptée par les dirigeants soviétiques après la mort de Staline poursuit, en fait, le même but : la victoire finale du système communiste dans le monde entier, mais cette fois par des moyens excluant le recours aux armes. Ce fut d'abord la période placée encore sous le signe de la « guerre froide » marquée par une hostilité et une méfiance réciproques des deux camps en présence. Ensuite — sous la pression de l'opinion publique clairement manifestée dans les pays occidentaux, latente dans les pays de l'Est — ce fut la période de la « détente » et d'« ouverture » (à l'Est, pour les pays occidentaux, à l'Ouest pour les pays du bloc socialiste). Mais pour ces derniers, et plus particulièrement pour l'U.R.S.S., le climat de détente internationale entraînait un grave danger de contagion idéologique. La confrontation des idées à l'extérieur se soldait sur le plan interne par un risque de subversion d'autant plus grand que le monopole de l'Etat dans le domaine de l'information et des idées avait été jusque là plus rigoureux. C'est de cette époque somme toute récente que datent le mouvement des intellectuels contestataires en U.R.S.S., l'apparition du « samizdat » et les premières manifestations d'une opinion publique échappant au contrôle rigide de l'Etat et du Parti.

Les dirigeants soviétiques ne pouvaient se permettre de tolérer ce danger de subversion interne, pas plus qu'ils ne pouvaient se permettre de ne point réagir avec la plus grande brutalité contre le danger de défection des pays satellites (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968). Aussi, se sont-ils vus obligés d'adopter une politique en apparence paradoxale : plus grande est la « détente » sur le plan international, plus grande est l'« ouverture » vers l'Occident — plus sévère sera la répression interne, plus impitoyables seront la discipline, la vigilance et l'intolérance. Dans une interview accordée il y a plusieurs semaines à un correspondant américain à Moscou, l'académicien A. Sakharoff faisait remarquer à juste titre qu'après la visite du président Nixon en Union soviétique, les brimades policières à l'égard des intellectuels réfractaires avaient pris une ampleur nouvelle.

Cette « consolidation du front intérieur » (à remarquer la terminologie militaire utilisée en l'occurrence par les communistes) équivaut en fait à une interdiction absolue pour les citoyens des pays de l'Est, et plus particulièrement pour ceux de l'U.R.S.S., d'entrer en contact avec les étrangers, d'écouter les radios étrangères, de lire des livres ou des journaux édités à l'étranger. Dans ces conditions, le fameux « échange des informations, des idées et des hommes » ne se fera que sur le plan strictement officiel et gouvernemental, se traitera comme une affaire d'Etat et sera sur-

(1) Leonid Vladimirov : « Glavlit : How the Soviet Censor Works » dans « Index » (Volume 1, n° 3-4, automne-hiver 1972, pages 31-43 Londres). A noter qu'un livre avec la participation d'anciens écrivains et journalistes soviétiques : « Soviet Censorship » est en préparation aux U.S.A. et doit paraître aux éditions « Scarecrow Press ».

veillé dans ses moindres détails par les censeurs du Parti. Les arguments idéologiques ne manqueront pas aux censeurs pour écarter d'office de cet échange tout ce qui leur paraîtra dangereux ou simplement douteux. Le principal de ces arguments étant l'affirmation suivant laquelle l'échange des informations, des idées et des hommes doit se faire « *en respectant la souveraineté, les lois et les coutumes de chaque pays* » : telle est ce que l'on pourrait appeler la « doctrine Brejnev » en la matière (cf. le discours de Brejnev à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de l'Etat soviétique dans la *Pravda* du 22 décembre 1972). En plus de quoi Brejnev avait bien soin de préciser que cet échange devait se faire « *dans un esprit de confiance entre les peuples, dans un but de paix et de bon voisinage* ». On pourrait se demander ce qui reste du principe de la liberté dans tout cela. Un des principaux idéologues du Parti, P. Demitchev, membre suppléant du Politburo et secrétaire du Comité central, répond à cette question à sa manière lorsqu'il écrit :

« *La liberté réelle pour les travailleurs consiste dans la lutte acharnée contre ceux qui les exploitent, contre l'idéologie bourgeoise... Cette lutte n'est possible que sous la conduite du Parti communiste, l'avant-garde du peuple* » (P. Demitchev, « *Problèmes actuels de l'édification du communisme* », *Kommounist*, n° 15, octobre 1971, page 27).

L'autre aspect de la même « doctrine Brejnev » en la matière est la thèse suivant laquelle dans les conditions de coexistence pacifique, la lutte idéologique non seulement ne s'affaiblit point, mais au contraire s'intensifie à l'extrême (cf. discours de Brejnev à l'occasion de la visite de Fidel Castro à Moscou dans la *Pravda* du 28 juin 1972). Ce qui sous la plume de A. Chitikov, président du Comité soviétique pour la sécurité en Europe, se traduit d'une manière on ne peut plus explicite :

« *Il va de soi, que dans le domaine de l'idéologie, où luttent deux systèmes sociaux, il ne peut être question d'un compromis quelconque à l'égard des tentatives des idéologues bourgeois d'introduire en fraude sur le sol des pays socialistes des idées antipopulaires et anticommunistes* » (A. Chitikov, « *La cause commune des peuples d'Europe* », *Pravda*, 26 juillet 1972).

Tout commentaire nous semble superflu. Sous aucun prétexte les dirigeants soviétiques ne renonceront à la « lutte idéologique » qu'ils mènent au nom de la victoire finale et totale du communisme dans le monde.

★★

La grande difficulté de l'Union soviétique dans cette question de l'échange des informations, des idées et des hommes entre l'Est et l'Ouest est qu'elle se voit acculée à une position de loin plus intransigeante que celle de la plupart des démocraties populaires. La fameuse unité « monolithique » du bloc socialiste n'est en l'occurrence qu'un vain mot. En effet, la plupart des pays de l'Est (comme la

Roumanie, la Hongrie, la Pologne) peuvent se permettre de tolérer à l'intérieur de leurs frontières une liberté plus grande que celle qui existe en U.R.S.S. : le contact avec le monde extérieur et avec ce qui dans le jargon marxiste est qualifié d'« idéologie bourgeoise » fait moins peur à leurs dirigeants qu'aux dirigeants soviétiques. On peut se procurer à Varsovie, à Budapest ou à Bucarest des journaux et des livres occidentaux qu'il est impossible de se procurer à Moscou. Les émissions des radios occidentales ne sont point brouillées dans ces pays comme elles le sont en U.R.S.S.

Les dirigeants soviétiques sont prêts à accepter cet état de choses jusqu'à un certain point. Après quoi ils se voient obligés d'intervenir : n'oublions pas que la première exigence des autorités d'occupation soviétiques en août 1968 en Tchécoslovaquie a été le rétablissement immédiat de la censure.

★★

Ceci étant, qu'espèrent obtenir les Occidentaux dans leurs conversations avec les Soviétiques ?

Un adoucissement du système de la censure ? Pour le moment il ne peut en être question.

La liquidation des barrières touristiques et autres ? Peut-être, dans la mesure où le contrôle policier dont font l'objet tant les citoyens soviétiques que les étrangers sera renforcé. De même en ce qui concerne les droits des correspondants occidentaux en U.R.S.S. : ceux-ci pourront jouir d'une liberté d'autant plus grande que celle des simples citoyens soviétiques sera réduite à néant.

Une intensification des échanges culturels ? Sans doute, mais encore une fois dans la mesure où ces échanges respecteront les lois et les coutumes soviétiques, en d'autres termes où ils seront conformes aux exigences du Parti. Prenons un exemple. Pas plus tard qu'à la date du 19 janvier on apprenait à Sidney que l'U.R.S.S. était prête à autoriser une tournée des ballets australiens à Moscou à la condition expresse qu'ils soient expurgés de toute musique moderne, de toute musique électronique, de toute allusion au sexe, et de tout symbole érotique (communiqué de l'agence Reuter du 19 janvier 1973). Evidemment, libre aux Occidentaux d'accepter ou non ces conditions. En fait, il n'y a d'autres possibilités que de les accepter... ou de renoncer à toutes sortes d'échanges, culturels ou autres.

La diffusion de journaux occidentaux en U.R.S.S. ? Oui, sans doute, dans la mesure où ils ne contiendront aucune information pouvant être considérée comme nocive. Mais on l'a bien vu avec l'hebdomadaire communiste *Les Lettres Françaises* : à partir du moment où sa direction a manifesté de la sympathie pour l'expérience tchécoslovaque d'un « socialisme à visage humain », sa vente et sa diffusion étaient interdites sur le territoire soviétique.

Le renoncement au brouillage des stations de radio étrangères ? Oui, mais là encore dans la mesure où les émissions étrangères seront

conformes à ce que les dirigeants soviétiques entendent par « esprit de paix et d'amitié entre les peuples ». Actuellement, selon les experts occidentaux, quelques 3.000 postes de brouillage des émissions de radio sont installés sur le territoire des pays du Pacte de Varsovie. Leur coût de revient est estimé à plus de trois cents millions de dollars par an (soit un milliard et demi de francs français).

L'un des enjeux de la grande contre-offensive déclenchée par les dirigeants soviétiques dans le cadre des pourparlers au sujet de l'échange des informations entre l'Est et l'Ouest est, bien entendu, la suppression de Radio « Liberty » et de Radio Europe Libre, toutes deux stationnées à Munich. L'un pour l'U.R.S.S., l'autre pour les pays de l'Europe de l'Est, ces deux postes donnent à leurs auditeurs une information rapide, objective et multilatérale non seulement de ce qui se passe dans le monde, mais surtout de ce qui se passe dans les pays des citoyens desquels ils s'adressent. C'est ainsi que les Russes à Moscou peuvent apprendre d'une manière beaucoup plus rapide et plus complète ce qui se passe dans leur propre pays en écoutant Radio « Liberty » qu'en lisant la presse soviétique ou en écoutant la radio officielle. Une véritable campagne est menée actuellement par la presse soviétique pour obtenir la suppression des deux postes émetteurs en les présentant à l'opinion publique mondiale comme des nids de traîtres et d'espions et en qualifiant leur action d'ingérence illégale dans les affaires intérieures des autres pays, ingérence incompatible avec les principes de paix, de bon voisinage et d'amitié entre les peuples. La propagande communiste non seulement affirme que Radio « Liberty » et Radio Europe Libre empêchent la « normalisation » de la situation en Euro-

pe, mais va jusqu'à insinuer que les œuvres des contestataires soviétiques connues sous le nom de « samizdat » ne seraient autre chose qu'un produit fabriqué par les collaborateurs de Radio « Liberty » travaillant à Munich (comme le laisse entendre notamment R. Koltchanov dans son article « Liberty sans masque » dans le journal *Troud* à la date du 15 février 1973).

En quoi Radio « Liberty » et Radio Europe Libre sont-elles plus dangereuses, du point de vue soviétique, que la « Voix de l'Amérique », la B.B.C., la « Deutsche Welle » ou Radio Vatican, qui s'adressent, eux aussi, aux mêmes auditeurs ? Pour deux raisons, dont l'une est que Radio « Liberty » et Radio Europe Libre sont des postes « privés » et ne sont donc point tenus aux restrictions qu'imposent les considérations d'ordre diplomatique. L'autre, de loin la plus importante, est que par leur voie des Russes s'adressent aux Russes, des Polonais s'adressent aux Polonais, tout comme pendant la seconde guerre mondiale les Français de Londres parlaient aux Français de la France occupée.

En acceptant de discuter du problème de l'échange des informations, des idées et des hommes entre l'Est et l'Ouest, les Soviétiques visent en tout premier lieu à obtenir par voie de marchandage la liquidation des deux postes de radio qui les empêchent d'exercer un contrôle absolu de l'information dans leur propre pays. Nul doute qu'ils ne soient prêts à tout mettre en jeu pour parvenir à leurs fins. Reste à espérer que les Occidentaux verront clair dans le jeu de l'adversaire et qu'ils ne consentiront pas à conclure un marché de dupes, pas plus qu'à céder au chantage.

Boris LITVINOFF.

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 65 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 100 F. pour un an ou à 130 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

La Russie souterraine

Le cercle Berdiaev de Léninegrad (1964-1967)

Il existe à nouveau une « Russie souterraine », pour reprendre le titre que Stepniak donna à son livre fameux, qui parut en 1885, il y a presque un siècle. Et c'est bien d'une Russie souterraine qu'il s'agit, et non pas d'une « Union soviétique souterraine », car, quelque profonde que soit la marque que l'enseignement qu'ils ont reçu a laissée sur leurs esprits (au point qu'il leur faudra des années pour retrouver pleinement l'usage d'une pensée libre), ceux qui aujourd'hui manifestent le plus intensément par leurs écrits — clandestins — et leurs actes — héroïques — leur hostilité au despotisme totalitaire des communistes puisent à la fois leur énergie et le plus original comme le plus vivant de leur inspiration dans les réalités nationales et sociales profondes des peuples de toutes les Russies et des pays que les tsars au cours de l'histoire rassemblèrent sous leur sceptre. Même si c'est sincèrement qu'ils invoquent la constitution stalinienne ou Lénine (et ce serait alors faute de se comprendre eux-mêmes), les opposants qui se dressent presque en enfants perdus contre le régime soviétique poursuivent un tout autre but que le redressement du parti, le retour à Lénine, la restitution dans sa pureté du communisme des théoriciens et des doctrinaires. Si leurs intelligences sont encore entravées par les sophismes qui leur furent rabâchés tout au long d'un demi-siècle, il est clair cependant que ce n'est pas à la méditation de Marx et de Lénine, à une nouvelle interprétation de leur œuvre qu'ils doivent leur élan, mais qu'ils obéissent comme eût dit Jaurès, aux forces soulevées de l'instinct, du cœur et de la raison, lesquelles ne doivent rien, sauf l'écoeurement qui les a libérés, à une idéologie chaque jour plus décharnée, plus sclérosée et plus mensongère.

Nul n'ignore plus l'existence du *Samizdat*, de cette littérature clandestine dont les œuvres sont « *recopiées et mises en circulation sans autorisation de la censure* » (c'est la traduction de ce sigle énigmatique). Nous nous plaisons à signaler à nos lecteurs qu'il s'est constitué à Bruxelles une association sans but lucratif dont l'objet est de présenter en français une information régulière sur la presse et la pensée libres en U.R.S.S. A cette fin, elle publie *Cahiers du Samizdat*, bulletin ronéotypé dont le sixième numéro date de février 1973 (1).

C'est à ce numéro que nous empruntons les deux textes suivants concernant une organisa-

tion philosophique et politique clandestine dont il fut parlé, mais en quelques phrases seulement dans la presse occidentale, lors de l'arrestation de ses membres : *l'Alliance sociale-chrétienne pan-russe pour la libération du peuple* ou « *Cercle Berdiaev* ».

(Les éditeurs français écrivent indifféremment Berdiaeff et Berdiaev. Nous avons préféré cette seconde orthographe. Né en 1874 près de Kiev, Nicolas Berdiaev avait pris part au mouvement révolutionnaire russe, mais, en 1922, il dut s'exiler. Il se fixa alors en France où il est mort en 1948.

Il a laissé une œuvre abondante : *Esprit et liberté, Christianisme et réalité sociale, De la destination de l'homme, Un nouveau Moyen-âge, Les sources et le sens du communisme russe*, etc.

Son orientation philosophique est proche de celles d'Emmanuel Mounier et de Gabriel Marcel).

Le premier de ces deux textes (qui forme le document n° 23 des *Cahiers du Samizdat*) est dû aux éditeurs de ces cahiers, le second a pour auteur Vladimir Osipov, qui publie à Moscou un bulletin périodique aux « éditions du Samizdat ».

On ne se permettra pas (il y faudrait d'ailleurs bien plus qu'une courte note) de prendre parti dans le débat soulevé par Osipov sur le choix devant lequel se trouvent placés ceux qui veulent travailler à l'anéantissement du despotisme : le choix, pour user de termes traditionnels, entre le réformisme et la révolution. Mais comment ne pas relever l'argument principal dont use Osipov pour conseiller les voies de la modération : « *Le niveau moral du peuple est aujourd'hui nettement inférieur à ce qu'il était même à l'époque de la guerre civile. Le cauchemar d'une révolte populaire dévasserait en horreur les épisodes les plus terrifiants des années 1917-1922* ».

Bien des témoignages parmi les moins contestables donnent en effet à penser qu'il s'est opéré en Union soviétique une espèce de retour à la barbarie.

EST ET OUEST.

(1) *Cahiers du Samizdat*, périodique mensuel, 105, drève du Duc, 1170, Bruxelles, Belgique. Editeur responsable : Anthony de Meeûs.

Abonnement (1973) : 300 F. belges (France, 38 FF. ; Suisse, 38 FS.).

Compte bancaire : n° 310-0560 229.43 à la Banque de Bruxelles (Bruxelles) dont le C.C.P. est Bruxelles 1090.00.

Introduction

L'Alliance sociale-chrétienne pan-russe pour la Libération du Peuple, désignée en russe par les lettres BCXCOH et appelée aussi « Cercle Berdiaev » a inspiré dans la presse libre soviétique une littérature relativement abondante.

Fondée en février 1964, l'Alliance sociale-chrétienne fut découverte et disloquée en février 1967 : elle avait existé trois ans. Ses idées, son destin ont suscité et continuent de susciter divers témoignages et réflexions, comme le prouve l'article ci-après, daté de janvier 1972.

Parmi les organisations politiques oppositionnelles nées en U.R.S.S. au cours des dernières années, l'Alliance sociale-chrétienne occupe une place à part : à cause du nombre de ses membres, puisqu'ils étaient 28 (ou 29 ou 30 selon les sources) au moment de leur arrestation, et que 30 candidats se préparaient à être admis ; à cause de la personnalité de ses chefs ; à cause du potentiel indéniable de ses idées dans un milieu soviétique russe : sans avoir reçu une formulation définitive, et malgré les tâtonnements dont les membres du BCXCOH étaient parfaitement conscients, ces idées faisaient déjà l'objet d'une élaboration préliminaire sous forme de statuts et d'un programme politique.

Un auteur anonyme du Samizdat de Leningrad écrivait en 1969, dans un article consacré aux sociaux-chrétiens russes :

« Sur les 29 membres du BCXCOH, 26 ont suivi intégralement les cours de formation et d'assimilation marxiste (18 ont terminé des études supérieures, 8 autres ont suivi un cycle incomplet). Sur les 18, cinq ont été admis à enseigner les disciplines sociales dans des établissements d'enseignement supérieur, ce qui postule un niveau élevé d'assimilation de l'idéologie marxiste. En outre, presque tous les membres de l'organisation sont issus de familles soviétiques conformistes, incapables de servir de terrain à l'éclosion d'idées critiques. Mais une circonstance essentielle dans ce contexte est le fait que chacun des membres de l'organisation ait traversé à pratiquement la même époque (1952-1956) une période de perception religieuse des dogmes marxistes. A l'examen des documents de l'instruction et du procès, le fait s'impose à l'attention, que le degré d'engagement de chaque participant était directement proportionnel à la profondeur et à la qualité de sa foi antérieure dans les idéaux du communisme. »

Le même auteur poursuit :

« La caractéristique sociale des membres de l'organisation, leur niveau intellectuel, le processus d'évolution spirituelle de chacun selon des voies non encore formulées mais clairement perceptibles, le nombre plus élevé de participants (par rapport à d'autres groupes illégaux) et de sympathisants connectés à des degrés divers avec l'organisation, la durée

d'existence relativement longue de celle-ci et, en premier lieu bien sûr, la nature même des documents ayant trait à ses programmes, leur lien d'héritage avec les phénomènes de notre histoire nationale, tout cela exclut que l'Alliance sociale-chrétienne puisse être qualifiée d'anachronisme historique ou considérée comme une manifestation fortuite. » (« L'Alliance sociale-chrétienne pan-russe pour la Libération du Peuple : statuts, programme, méthodes de travail, positions idéologiques, causes de sa défaite ». Publié par la revue en langue russe *Possev*, Frankfurt/Main, Flurscheideweg 15, n° 1, janvier 1971).

Sur ce fond se détachent plusieurs personnalités, dont deux sont exceptionnelles : Igor Vyatcheslavovitch Ogurtsov, le chef du mouvement, et Mikhaïl Youkhanovitch Sado, son adjoint.

Orientaliste, mystique, champion de lutte classique de Leningrad, parachutiste de l'Armée soviétique, Sado a évoqué lui-même ses origines et son enfance dans la déclaration qu'il fit devant ses juges à Leningrad, et dont le texte a été diffusé à l'époque par ses amis :

« Je suis né à Leningrad en 1934, dans la famille d'un cireur de chaussures. Mes parents étaient illettrés. De nationalité je suis Assyrien (2). Vous savez, bien sûr, que les Assyriens sont venus s'établir en Russie méridionale principalement à l'époque de la première guerre mondiale, entre les années 1914 et 1918. Grâce à leurs liens étroits avec les Russes, dont ils partageaient la foi chrétienne, ils se sont trouvés ici une patrie. Et moi, tout comme autrefois Pouchkine, originaire d'Ethiopie (3), je ne puis plus m'imaginer l'existence sans la Russie, sans la langue, la culture russes...

« Pour nous Assyriens, la Russie devint une seconde et même notre unique patrie. Malheureusement, cette patrie s'est parfois transformée en marâtre. Les injustes répressions qui se sont abattues sur le pays en 1937 n'ont pas épargné les Assyriens : presque toute l'intelligentsia et la majorité des hommes de plus de 30 ans furent arrêtés, et presque tous moururent. Notre journal fut supprimé... nos écoles furent fermées. La répression atteignit aussi notre famille. Mon père, deux frères de ma mère, et mon grand-père furent arrêtés. Seul mon père survécut, mais il fit seize ans de camps de concentration. En 1956-57, ils furent tous réhabilités, pour absence de délit. »

Compagnon de détention de Sado au camp n° 17 de Mordovie, l'écrivain soviétique A.

(2) Les Assyriens sont des chrétiens nestoriens (qui, comme Nestorius, nient le péché originel) établis depuis le V^e siècle dans le nord de l'Iraq et en Iran. (Cf. Walter Kolarz : *La Russie et ses colonies*, Paris, 1954, pp. 334-337).

(3) En réalité, arrière-petit-fils par sa mère du nègre de Pierre-le-Grand, Hannibal.

Petrov-Agatov brosse de lui ce portrait, tiré de son article « *La Russie Inconnue* » diffusé dans les milieux du Samizdat (4) :

« *Sado parle peu. Comme une bouilloire pleine il est taiseux.*

« *Et pourtant, autour de lui, il y a toujours du monde. Des Ukrainiens, des Arméniens, des Juifs, des Litvaniens, des Allemands et, bien sûr, des Russes.*

« *Quel est le trait distinctif de cet homme ? me suis-je demandé.*

« *Lorsque les gens ont froid, ils cherchent la chaleur. Mikhaïl Yukhanovitch est un brasier dont émane un rayonnement perpétuel. Autour de lui on se réchauffe. Là se dénouent les contradictions, là les ennemis font la paix, là on se donne la main les uns aux autres.* »

La personnalité d'Igor Ogurtsov, chef du mouvement, apparaît dans un autre récit de Petrov-Agatov : « *Portraits de prisonniers* » (5), écrit à l'hôpital du camp de travail de Mordovie et également diffusé par les milieux du Samizdat. Il écrit :

« *Prenant connaissance des documents du procès [qu'un détenu lui a communiqués] Igor Vytcheslavovitch Ogurtsov dont j'avais entendu tant d'éloges au camp n° 11, acquit à mes yeux une stature gigantesque. D'une grande intelligence, cultivé, il était pur de pensée et de cœur, de parole et de corps (à trente ans il était chaste). Des textes de la condamnation elle-même et du sténogramme du procès, Ogurtsov surgissait comme un aigle, et je voyais déjà ses ailes s'étendre sur la Russie. Le Substitut du Procureur Terekhov et le représentant du Comité central vinrent eux-mêmes saluer pareil prisonnier. Ils tentèrent de le faire revenir sur ses convictions.*

(4) Publié dans la revue en langue russe *Possev*, n° 3 (mars) 1971.

(5) Ce récit, écrit en Mordovie et daté de fin décembre 1969, est paru en russe à l'étranger en trois parties dans les n° 82, 83 et 84 (1971-1972) de la revue *Grani*, aux Editions Possev, Frankfurt/Main-Sossenheim. Pour une notice biographique sur A. Petrov - Agtov voir *Cahiers du Samizdat*, novembre 1972, document n° 15, qui contient un extrait de la première partie de ce récit.

Essuyant un refus, ils menacèrent de le faire fusiller. Il ne trembla pas. Pour le grand honneur de la Russie, il ne trembla pas et fit entrer dans les cachots de Vladimir les nuits blanches de Petersbourg. »

★★

L'article ci-dessous, « *Le Cercle Berdiaev de Leningrad* », résume l'histoire et les projets de l'Alliance sociale-chrétienne panrusse et apporte quelques précisions nouvelles à son sujet. L'auteur en est Vladimir Osipov, qui a purgé lui-même en son temps 8 ans de camps de concentration, et qui est connu par le Samizdat, étant lui-même éditeur d'un périodique indépendant : *Vetche*, de tendance orthodoxe et patriotique russe, paraissant sous son nom à Moscou.

Dans la seconde partie de l'article, l'auteur donne son avis sur l'opportunité des organisations oppositionnelles en U.R.S.S., considérant que celles-ci sont néfastes. Il sera intéressant de comparer son point de vue avec celui des éditeurs du périodique *Seyatel* (*Le Semeur*) (cf. *Cahiers du Samizdat*, décembre 1972, document n° 18) qui invitent les représentants du mouvement démocratique soviétique à former un parti social-démocrate et à se donner un programme et une plate-forme correspondants ; et avec ceux de l'auteur de l'article « *Du Samizdat au Kolizdat* », paru dans la revue *Svobodnaya Mysl* (*La Pensée Libre*) (cf. *Cahiers du Samizdat*, janvier 1973, document n° 22) qui considère que les auteurs du mouvement démocratique doivent abandonner leurs techniques artisanales et créer des périodiques nationaux représentatifs des principaux courants, autour desquels des partis politiques pourront se former.

Dans la presse russe à l'étranger l'article ci-après est paru dans le n° 104/105 du *Messenger Orthodoxe*, 91, rue Olivier-de-Serres, Paris 15^e, et dans la revue *Possev*, n° 11 (novembre) 1972.

Le texte a été légèrement abrégé dans la traduction française.

Les Cahiers du Samizdat.

Le cercle Berdiaev de Leningrad

Le 2 février 1964 naissait en U.R.S.S. une nouvelle organisation politique. Quatre étudiants de l'Université de Leningrad : Ogourtsov, Sado, Vaguine et Averitchkine formaient le BCXCOH (Alliance sociale-chrétienne panrusse pour la libération du peuple). Le but à long terme du mouvement était l'établissement d'un régime *personnaliste* qui devait, aux yeux des fondateurs, éviter les défauts à la fois du capitalisme et du communisme.

L'Alliance sociale-chrétienne renonçait à mener un combat politique au jour le jour et ne posait à ses membres que deux *objectifs* : l'accroissement du nombre des participants

au mouvement et l'auto-éducation. Le but, c'est-à-dire l'établissement d'un régime *personnaliste*, n'était envisagé que dans les brumes des quinze ou vingt années à venir.

Dès l'été de 1964, l'organisation s'accrut d'un cinquième membre : Oustinovitch, qui avait terminé ses études en même temps qu'Ogourtsov à la Faculté des Sciences Orientales de l'Université de Leningrad. L'automne enregistra l'arrivée de l'ingénieur Miklashevitch ; Botchevarov arriva en décembre. Ce dernier était le fils d'un important communiste bulgare, condamné à mort par un tribunal fasciste. Son père était parvenu à fuir

la Bulgarie totalitaire pour venir se réfugier en U.R.S.S. Staline mit à exécution la condamnation du tribunal fasciste : il fit liquider Botchevarov comme « ennemi du peuple ».

En janvier 1965, un nouveau membre se joignit au BCXCOH : le chimiste Ivlev ; en avril, l'orientaliste Platonov ; en mai, le poète Konosov ; en octobre, Ivoïlov et Borodine. L'idée de la cellule de trois (troïka) apparut dans les statuts de l'organisation. Chaque cellule devait se composer d'un chef, d'un idéologue et d'un agent de renseignements. A côté des cellules, il existait une section spéciale de renseignements composée de Borodine Botchevarov, Gontcharov et Kozitchev. Il était prévu dans les statuts du BCXCOH que chaque membre devait enrôler au moins un nouveau membre...

Leonid Ivanovitch Borodine (né en 1938) jouissait de l'affection unanime de ses élèves de l'école moyenne de Serebriansk (district de Luga, oblast (région) de Leningrad). Il en était à la fois le directeur et un des enseignants. Bienveillant et plein de tact, Borodine parvenait à apaiser les conflits intérieurs parmi les enseignants ; son enthousiasme et son assiduité au travail inspiraient tout le collectif. Personne ne pouvait soupçonner que dans la tête du buste de Lénine, dans le hall de l'école, le Directeur cachait les documents du BCXCOH.

En février 1967, les rangs de l'Alliance sociale-chrétienne pan-russe comptaient 38 membres (y compris le traître Petrov). Le BCXCOH s'apprêtait à accueillir 30 nouveaux membres. Les organes du KGB ouvrirent tout d'abord une instruction pour délit de non-dénonciation contre les 30 candidats au BCXCOH, mais se ravisèrent finalement en janvier 1968...

C'était Sado qui dirigeait le service de renseignements. En tant que chef adjoint, Sado s'occupait aussi des relations internes avec les membres. Tous les nouveaux membres passaient par lui. Si Vaguine dirigeait la section idéologique et Sado veillait à la sécurité de l'organisation, Boris Averitchkine avait pour sa part la garde de toutes les archives du mouvement. Seul Ogourtsov connaissait Averitchkine.

Le chef de l'Alliance clandestine était Igor Vyatcheslavovitch Ogourtsov, technicien principal au TsNII (Institut central pour l'information et la recherche technico-économique). Né le 22 août 1937, à Volgograd, il avait toujours vécu à Léninegrad. Son père était officier de marine, sa mère, Evgenia Mikhailovna Derenskova, une pianiste.

Igor Ogourtsov est une personnalité exceptionnelle, extraordinaire. Dès son enfance, il s'était exercé à durcir sa volonté, se montrant intransigeant envers ses faiblesses, menant une vie d'ascète, dormant pratiquement sur les planches, ne fumant et ne buvant pas. Une force de volonté énorme, une grande intelligence, l'érudition, la connaissance de plusieurs langues étrangères, des dons littéraires, l'amour de la musique, et avec cela une grande pureté morale et une attention constante

envers autrui : telles étaient les qualités qui distinguaient Ogourtsov partout : à la maison, à son travail, dans l'organisation. Etant végétarien, Ogourtsov refusait la viande et tout ce qui ressemblait à du luxe. En même temps, il sortait les ivrognes des fossés, montrait sa sollicitude pour les pauvres, souffrait à la vue des malheureux.

Ogourtsov était chrétien et un patriote ardent de la Russie. Comme les autres membres du BCXCOH, ses conceptions avaient été fortement influencées par le grand penseur russe Nikolas Alexandrovitch Berdiaev. Les membres de l'Alliance se considéraient comme des « personnalistes » et « l'idée russe » de Berdiaev se trouvait au centre de leur idéologie. Le mouvement était parvenu à se procurer la plus grande partie des œuvres du philosophe. On avait décidé que chaque section devait avoir une petite bibliothèque pour la formation des candidats. Pour le 50^e anniversaire du Régime soviétique, Ogourtsov avait eu en vue de publier à Léninegrad des tracts ayant pour titre « 50 slogans pour la libération ».

Pour exécuter ce projet on était parvenu à se procurer 40 kg. de caractères dans une imprimerie et une presse hors d'usage qu'on s'apprêtait à réparer : ce fut là l'unique fois que l'Alliance sociale-chrétienne entreprit une action concrète. Mais même dans ce cas, les choses en restèrent à l'état de projet.

Selon les lois soviétiques, la création d'une organisation politique illégale, quand bien même qu'elle n'aurait pas eu d'activité, est punie de peines pouvant atteindre sept ans de détention, d'après les art. 70-1 et 72 du Code pénal de la R.S.F.S.R. Les documents traitant de l'organisation du BCXCOH, ainsi que les archives (statuts, programme, règlement de sécurité) avec leur terminologie imagée (« *esclavage communiste* », etc.) furent, hélas ! une merveilleuse trouvaille pour le KGB. Tout d'abord, il était évident que l'organisation n'avait causé aucun tort *concret* à l'Etat. Par contre, la découverte d'une telle organisation, avec son lexique violent, venait à point pour augmenter le prestige du KGB aux yeux du gouvernement. Enfin, les intentions belliqueuses professées par les membres de l'organisation (le « *renversement par les armes de l'esclavage communiste* ») même projetées dans un avenir de vingt ans, permettaient à bon compte aux autorités de se poser en défenseurs de la vertu. « Nous sommes des humanistes, mais voyez ces « maquisards » qui ne rêvent que de sang... ! Ce sont des fanatiques qui aspirent au pouvoir... »

Malheureusement, d'aucuns n'ont pas compris que ces « fanatiques sanguinaires » se sont hasardés dans cet extrémisme verbal non par soif du pouvoir (dans 20 ans !) mais uniquement à cause de leur extrême sensibilité. Ils étaient sensibilisés au malheur des autres, ils compatissaient à la souffrance. Justifiant son adhésion au BCXCOH, Platonov avait déclaré : « *Il m'était devenu insupportable de voir comment le peuple noie son malheur dans le vin, comment règnent la corruption et l'injustice !* »

D'autres avaient été profondément traumatisés par les illégalités du temps du « culte de la personnalité », par la façon dont on foulait aux pieds les droits de l'homme sous le règne du « volontarisme ». Nombreux étaient ceux qu'indignaient l'hypocrisie et l'égoïsme de communistes de leur entourage.

Seul Botchevarov fut en désaccord avec l'organisation et tenta de la ramener vers des voies légales. Se heurtant au refus de Sado et d'Ogourtsov, mais aussi en l'absence de toute possibilité pratique d'action légale, il resta dans ses rangs. Botchevarov est un exemple évident de l'obligation dans laquelle se trouve toute opposition de chercher refuge dans la clandestinité, même si elle est désireuse d'agir légalement.

Chez nous, on châtie avec une égale cruauté et pour l'action clandestine, et pour les interventions ouvertes, légales. Boukovsky nous en a donné un exemple tout récent. Tant qu'on ne donnera pas aux opposants modérés le droit d'agir publiquement, des organisations extrémistes et les projets les plus radicaux surgiront inévitablement dans la clandestinité.

Et pourtant, l'extrémisme n'est dans les intérêts ni du régime soviétique, ni de la nation et de la Russie. Une révolution populaire n'est à souhaiter en aucun cas. Le niveau moral du peuple est aujourd'hui inférieur nettement à ce qu'il était même à l'époque de la guerre civile. Le cauchemar d'une révolte populaire dépasserait en horreur les épisodes les plus terrifiants des années 1917-1922.

Et finalement, si mes raisons ne suffisent pas à convaincre, j'attire aussi l'attention sur le fait qu'aucun parti clandestin ne peut exister dans la pratique en U.R.S.S., à cause de l'immense réseau d'agents secrets qui recouvre le pays et de la peur universelle, cette plaie du siècle. Au cours des trente dernières années, aucune organisation ne fut plus importante numériquement que le BCXCOH, et celle-ci fut elle-même découverte assez rapidement. Parmi les groupes clandestins des années 50, les deux plus importants : ceux de Trofimov à Léninegrad et de Krasnopevtsev-Rendel à Moscou, ne comptaient que 10 membres à peine.

Néanmoins, l'extrémisme, même en étant le fait de groupes restreints ou d'éléments isolés, pourrait causer au Pouvoir des ennuis certains. Notre conscience populaire est très portée à l'imitation. Les réactions en chaîne sont à craindre chez nous comme nulle part ailleurs. Il suffit qu'une idée naisse et toute la province suit. Souvenez-vous des émeutes populaires des années 60 (6), des incendies de bâtiments administratifs (de la Milice surtout), des lynchages de fonctionnaires. Partis d'un point, les incidents se sont répandus de ville en ville comme le feu.

Il est dans l'intérêt du régime soviétique

(6) Allusion aux événements de Novotcherkassk où la hausse brutale du prix de différentes denrées alimentaires provoqua des émeutes en juin 1962.

d'inspirer dans le peuple le respect de la loi et de l'ordre. Les milieux populaires sont indignés par l'hypocrisie et la qualité de nos slogans : « On écrit une chose et on en fait une autre ! » Avant tout, ce reproche s'adresse à la Constitution soviétique, dont certains articles ne sont pas appliqués, comme s'ils étaient inexistants. Que l'on multiplie chez nous les actes fondés sur la légalité et le droit : on se détournera de la débauche et de la duplicité devenues sans limite.

Mais revenons au BCXCOH : Ogourtsov, Sado, Vaguine et Averitchkine furent condamnés non selon les art. 70 et 72, mais selon l'art. 64. C'est une injustice flagrante. Les quatre accusés n'étaient absolument pas coupables de « trahison envers la Patrie », même si par « Patrie » on n'entend que le seul régime au pouvoir. Qu'on les accuse « d'organisation antisoviétique », admettons. Mais jamais de « trahison envers la Patrie », de complot ! En réalité il n'y a pas eu de complot. On ne peut juger pour des écrits ayant trait à des projets reportés à 20 ans. On juge des faits, des actes concrets. Et le complot ayant pour but une prise du pouvoir et dont furent accusés Ogourtsov, Sado, Vaguine et Averitchkine, n'a même jamais été envisagé. Sans mentionner le fait que ces humanistes ne furent jamais en rapport avec aucun cadre militaire, ils ne firent pas le premier geste vers l'accomplissement d'un complot. Et enfin, le BCXCOH n'eut absolument rien à voir avec un quelconque service secret occidental : de tels actes eussent paru monstrueux à tous ses membres.

Faut-il être obtus pour accuser de trahison des patriotes aussi sensibles à tout ce qui est russe !...

L'activité essentielle des personnalistes de Léninegrad consistait à rechercher et à reproduire des livres : *La technique du coup d'État*, de Malaparte ; *La nouvelle classe*, de Djilas ; *Histoire de la Russie soviétique*, de Rauch, et *Les 13 jours qui ébranlèrent le Kremlin...* Les livres que possédait l'organisation furent envoyés pour expertise à Moscou, où ils furent reconnus comme incontestablement antisoviétiques. Les autres documents furent confiés pour expertise au KGB de Léninegrad. Un rapport sur le programme du BCXCOH fut élaboré par les professeurs de l'Université de Léninegrad, Tchaguine, Kon, Toulpanov et encore un autre, dans lequel il était dit notamment : « Des emprunts textuels à des sources occidentales n'ont pas été trouvés ».

Toulpanov ajoutait qu'il était utopique de chercher une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme.

★ ★

Le programme du BCXCOH prévoyait la dénationalisation des deux-tiers de l'industrie, avec transfert des entreprises aux ouvriers sur la base de l'actionnariat. C'était cela la « personnalisation » de la propriété. Un tiers de

l'industrie (dont l'industrie de guerre) restait aux mains de l'Etat.

Dans le domaine agricole, on prévoyait la dissolution volontaire des kolkhozes et sovkhozes, dans le même but de personnalisation de la propriété. On garantissait à tout citoyen un terrain, par prélèvement sur un Fonds national.

Le régime politique devait être sans partis. Il ne devait y avoir aucun parti du tout. Par contre, la presse, tant syndicale que toute autre, devait être libre. L'organe suprême du pouvoir était une « Assemblée (concile) suprême pan-russe », dans laquelle au moins le tiers des sièges revenait au clergé. La question du Chef de l'Etat restait ouverte. L'orthodoxie devenait la religion officielle...

Ogourtsov était très peiné par la lenteur que mettait le groupe à grandir (10 membres en un an). Plusieurs membres voulaient quitter l'organisation (Soudarev, Miklachevitch, Bouzine) mais craignaient le mépris des autres. Les cotisations étaient de l'ordre de 10 % des salaires. L'organisation possédait 15 machines à écrire, des appareils agrandisseurs et plus de 10 appareils photographiques.

Je dois avouer que pareilles ressources matérielles me seraient venues bien à point en ma qualité d'éditeur du périodique *Vetche*, car je ne possède en tout que deux vieilles machines à écrire. Une organisation finit toujours par brûler, mais en attendant elle possède deux atouts indiscutables : la base matérielle et la discipline. Cette dernière revêt toute son importance, dans le contexte de notre paresse traditionnelle. L'indolence est la mère de tous les vices. L'illégalité, l'injustice, le mépris des droits de l'homme, tout tient à la paresse. L'homme russe déteste se remuer : plutôt se taire et subir. Si nous atteignons des sommets, c'est au commandement et à la discipline que nous le devons. Pourvu qu'on nous l'ordonne, nous sommes capables de renverser les montagnes : mais autrement, nous nous asseyons près du poêle et attendons le chef.

**

Parmi les pièces à conviction figurait un pistolet antique et rouillé de 1898. C'est en se référant à ce tas de rouille que les officiers du KGB inscrivaient dans leurs rapports et ordres de perquisitions transmis dans diverses villes du pays cette phrase menaçante : « L'organisation possédait des armes ! » C'est ce que l'on répétait aussi à toutes les conférences et séances d'information qui se tenaient à huis clos dans les divers établissements universitaires de Leningrad.

Si une phrase ayant trait « au renversement par les armes de l'esclavage communiste » figurait en effet dans les textes du programme, du règlement et des statuts de l'organisation, absolument rien n'avait été fait ni envisagé dans cette voie...

Opérer une prise de conscience à l'aide d'une littérature non-marxiste... tel était le but réel d'Ogourtsov. Toute l'activité pratique des

conjurés de Leningrad se bornait à la lecture et à la reproduction de livres.

Les membres du BCXCOH avaient acquis et traduit de la littérature politique, philosophique et religieuse et ils la reproduisaient par dactylographie, photocopie, recopiage et résumés. Vaguine, par exemple, fut accusé d'avoir recopié pour l'organisation les œuvres suivantes de Berdiaev : *Défense de la liberté spirituelle*, *Le néo-humanisme*, *le marxisme et les valeurs spirituelles*, *Le christianisme et le danger du matérialisme athée*.

En 1964, Ogourtsov et Sado photocopièrent, toujours de Berdiaev : *Le nouveau Moyen-Age*. En 1965-66, par l'intermédiaire d'Ivoilov, ils transmirent à Borodine des négatifs photographiques de *L'Essai d'une métaphysique eschatologique* de Berdiaev et de *L'Histoire de la Russie soviétique*, de Rauch. Mikhaïl Sado apporta à l'organisation, à côté d'œuvres de Djilas, *L'Histoire de la Russie*, de Clarkson, et *Le Chrétien dans la révolution*, de Fedotov. En janvier 1967, Vaguine put acquérir pour le BCXCOH avec les fonds de l'organisation : *L'affaire Kornilov*, de A. Kerenisky, et les mémoires des généraux blancs : Denikine, Youdenitch, Wrangel. D'autre part, les personnalistes avaient l'intention de fonder une revue et un bulletin. ...

Les « sections » et les « bataillons » de l'Alliance n'existaient que symboliquement et ne visaient qu'à instaurer la discipline... De plus, cette formation para-militaire facilitait la perception des cotisations. Enfin, la notion même d'un renversement du régime n'était liée dans l'esprit d'Ogourtsov qu'à une éventuelle récurrence du culte de la personnalité. Il faut noter que la crainte d'un nouveau 1937 est très vivace parmi nos intellectuels. « Ei si, un beau matin, nous étions tous arrêtés ? » Il faut dire que beaucoup dépend, hélas, des qualités personnelles du Secrétaire du moment. S'il est meilleur et plus humain — le pays n'en respire que mieux.

Le premier qui tenta de détruire l'Alliance sociale-chrétienne fut Alexandre Gidoni, professeur à l'Université de Leningrad. Il était devenu provocateur après une grève de détenus politiques (il avait été condamné pour révisionnisme) au camp n° 7 du Dubrovlag, en Mordovie. C'était à la fin des années 50. Tous les participants à la grève furent condamnés à de nouvelles peines, à l'exception de Gidoni qui, bien que meneur, fut bientôt libéré par anticipation. Tous les prisonniers parlaient de cette trahison, lorsque j'arrivai moi-même au Dubrovlag en 1962. ... Cependant, Gidoni ne parvint jamais à apporter au K.G.B. des preuves de l'existence de l'organisation.

**

Ce fut dans la section de Konosov que l'accident se produisit. Le 4 février 1967, Vladimir Feodorovitch Petrov, collaborateur de l'Institut gouvernemental d'Optique de Leningrad (G.O.I.) adressa au chef du K.G.B. de la région de Leningrad, le général-major Chou-

milov, une dénonciation dévoilant l'existence du BCXCOH, son appartenance à cette organisation ainsi que les noms des membres qu'il connaissait. Le traître nomma Konosov, Nagorny, Chouvalov et Zabak.

Peu après (le 5 février) Zabak fut interpellé de façon étrange dans la rue, alors qu'il avait précisément le programme du BCXCOH en poche, et arrêté. Le programme servit de pièce à conviction qui permit l'arrestation des autres personnes citées par Petrov. Les 6 et 7 février, on procédait à l'arrestation de Konosov, Chouvalov et Nagorny. Konosov, ce « chanfre impénitent de l'Armée Blanche » commença par nier tout. Le jour suivant (8 février) on lui montrait une déposition de Nagorny, dans laquelle il avouait « sincèrement » tout. Acculé par les témoignages de son cousin, la saisie du programme chez Zabak et les promesses du juge d'instruction Kapoustine de le faire soumettre à un traitement [psychiatrique] forcé, Konosov finit par admettre l'existence de l'organisation et sa participation à celle-ci. Il nomma Ogourtsov comme son chef direct. Il donna également les noms de Sado et de Vaguine, ainsi que leurs adresses.

Les quatre fondateurs du BCXCOH, Ogourtsov, Sado, Vaguine et Averitchkine furent arrêtés le 15 février 1967. Averitchkine fut pris, parce que Orgoutsov lui-même conduisit involontairement les Tchekistes à son domicile. Ayant eu vent des arrestations, il s'était rendu chez l'archiviste sans doute pour enlever les documents compromettants. Il ne remarqua pas qu'il était suivi. Arrêté, Averitchkine, étudiant en 5^e année de la Faculté de Droit de l'Université de Leningrad, ne se fit guère prier pour décoder sa liste chiffrée contenant tous les noms, adresses, lieux de travail et autres renseignements sur les membres de l'organisation. La femme de Konosov, Ludmilla, joua également un rôle regrettable : elle « oublia » de téléphoner, ne fut-ce qu'aux Vaguine, pour les prévenir des arrestations.

Le 17 février, les derniers membres furent arrêtés.

Mikhaïl Youkhanovitch Sado, 32 ans, Assyrien d'origine mais patriote russe de cœur,

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

commença par nier, 15 jours durant, l'existence même de l'organisation. Confronté par les témoignages de ses compagnons, il niait leur authenticité. Lorsqu'on lui présenta une copie du programme du BCXCOH, saisi chez lui, il déclara que ce n'était là qu'un projet qu'il avait élaboré lui-même en vue d'une publication ultérieure, et continua à nier. Mais au début de mars, acculé par les preuves, il dut avouer aussi. Ogourtsov et Vaguine commencèrent également par nier, mais les témoignages des autres finirent par les acculer, eux aussi, aux aveux.

Quelques membres du BCXCOH se montrèrent peu valeureux. Se repentir et s'accuser soi-même, après tout, cela ne regarde que soi. Mais dénoncer explicitement les « crimes » de ses camarades — pourquoi, en ce cas, prêter serment ? Bien sûr, la conduite de certains membres du BCXCOH pendant l'instruction ne fut guère pire que celle de certains décabristes ou petrashevtsi (7). Lisez les dépositions des Trubetskoi et des Ryleev : quelle horreur ! Il faut bien reconnaître que dans les deux cas des hommes avaient assumé des charges au-dessus de leurs forces. Ils n'ont pu les porter, et les aveux « sincères » se sont mis à couler. Je n'ai que trop présente à l'esprit la terreur qui s'empara de moi, lorsque je me retrouvai à la Loubianka, en octobre 1961 : une arrestation brutale, inattendue (ce genre d'événement est toujours inattendu), le destin bouleversé, la pensée des sept années d'horreur qui vous attendent. ... On peut se représenter aisément ce qu'ont dû ressentir les membres du BCXCOH, isolés les uns des autres dans leurs cellules, ces gens d'honneur accusés presque de coup d'état militaire !

On ne peut porter les camions sur le dos : mais, sans hommes de fer, les organisations non plus ne peuvent vouloir être de fer. ...

À l'encontre de la plupart des autres membres du BCXCOH, Ogourtsov fit preuve d'une fermeté et d'un courage exemplaires. C'est un homme d'une valeur incomparable. Malheureusement, ses déclarations courageuses lors de l'enquête donnèrent de l'affaire une idée beaucoup plus sérieuse qu'aucun des membres ne l'avait imaginé. ...

Après les interrogatoires d'Ogourtsov, l'attitude des Tchekistes changea radicalement. L'officier du Parquet, Sychtchikov, expédia par exprès un rapport à Moscou, décrivant l'importance de l'organisation découverte. Moscou remplaça le juge d'instruction Kapoustine par Movtchan, responsable des affaires particulièrement graves.

Igor Ogourtsov ne se reconnut pas coupable de trahison envers la Patrie et défendit son programme devant le tribunal. Mikhaïl Sado plaida non coupable de trahison, mais contrairement à Ogourtsov il déclara que l'organisation avait été sur le point de se dissou-

(7) Membres d'un cercle de tendance socialiste (phalanstérienne) fondé à St-Petersbourg par Petrochevski, arrêtés en 1849. Dostoïevski était du nombre.

dre au moment des arrestations. Vaguine et Averitchkine plaidèrent coupables et se repentirent.

Le procès des quatre membres accusés de trahison (Art. 64) dura 10 jours environ. Voici quelles furent les condamnations, prononcées les 2 et 3 décembre 1967 :

- Ogourtsov : 15 ans de détention, dont 7 de prison et 5 d'exil ;
- Sado : 13 ans de détention, dont 3 de prison ;
- Vaguine et Averitchkine : 8 ans de détention.

**

Dix-sept autres membres du BCXCOH furent jugés plus tard. Le procès s'ouvrit le 14 mars. Le chef insoumis, Ogourtsov, ne fut pas admis à témoigner, afin de ne pas exercer sur les autres une influence « néfaste ». Sado défendit les accusés, en affirmant de nouveau que l'organisation était déjà en pleine débâcle au moment de sa découverte. Il réclama la libération de tous les accusés, alléguant leur longue détention préventive.

A l'entrée de Sado, les 17 inculpés se levèrent ensemble pour saluer un de leurs chefs. Lorsqu'on appela Vaguine comme témoin, le juge Isakova lança de mauvaise humeur : « Et alors ! Vous allez encore vous lever ? » Malgré cela, de nombreux accusés se levèrent en effet à l'entrée de Vaguine.

Voici les condamnations prononcées par le Tribunal urbain de Leningrad les 4 et 5 avril contre les membres de l'Alliance sociale-chrétienne :

- Platonov : 7 ans de détention ;
- Borodin, Ivoïlov, Ivanov : 6 ans ;
- Ustinovitch : 3 ans et 6 mois ;
- Miklashevitch, Buzin, Nagorny, Baranov : 3 ans ;
- Botchevarov, Veretenov : 2 ans et 6 mois ;
- Sudarev, Ivlev : 2 ans ; Zabak, Shuvalov : 1 an ; Konstantinov : 10 mois. ...

Les membres du BCXCOH n'étaient pas tous croyants. Ogourtsov, Sado, Vaguine, Konossov, Borodin, Ivoïlov, Ivanov et Baranov étaient orthodoxes. Les autres étaient soit athées, soit indifférents. Petrov était un athée militant. Il s'exclama en entrant dans l'organisation : « Je me fous de votre Dieu ! »

En marge de cette affaire, des perquisitions furent opérées à Leningrad, Irkoutsk, Tomsk, Shyaul (Lituanie), Volgograd, dans l'île de Valaamo (Carélie) et à Moscou.

L'Alliance sociale-chrétienne n'était pas uniquement une organisation politique. C'était aussi une sorte de fraternité, de Zemlyachestvo (8), réunissant des chrétiens et des pa-

triotés, comme pour défendre la chaleur de leurs idées dans ce monde de sombre et froide indifférence. « Ce n'est qu'au sein de l'organisation que je me suis senti un homme ! » s'exclama au tribunal Vyatcheslav Platonov. Imaginez l'égoïsme, l'intéressement, la vénalité, la lâcheté tout autour, et à l'encontre une fraternité de jeunes hommes désintéressés, idéalistes, sincères. ...

Mais c'est une profonde erreur que de proclamer, même d'une façon purement verbale, des intentions de lutte contre le régime soviétique. Fonder le BCXCOH sur l'idée de renverser le pouvoir était néfaste à tous les points de vue. La lutte contre les abus isolés du pouvoir, les manifestations légales pour défendre la Constitution soviétique contre ses adversaires bureaucrates : voilà ce que doit être l'activité primordiale des protestataires aujourd'hui. Il nous est tout à fait indispensable de gagner, dans le cadre du régime actuel, le droit à l'existence d'une opposition loyale. Par conséquent, aucune tentative de création de mouvements illégaux n'est souhaitable. Non pas la discorde, mais l'unanimité sur l'essentiel. Il est plus que temps à son tour que l'Administration se défasse de ses conceptions, quant à ce qu'elle considère comme « ennemi », « criminel », « renégat ». Il est temps de prêter l'oreille à la voix des patriotes : aux critiques de ceux qui souffrent pour la patrie. Dans leur refus du régime les membres du BCXCOH se trompaient. Dans leur douleur pour la patrie et leur amour du prochain ils avaient certainement raison.

**

A l'heure actuelle, Sudarev, Ivlev, Veretenov, Botchevarov, Miklachevitch, Buzine, Ustinovitch et Konosov sont sortis des camps politiques de Mordovie. ... Vaguine, Averitchkine, Ivoïlov sont encore détenus au camp n° 19 du Dubrovlag (Rép. Aut. de Mordovie, gare de Potma). Le professeur de littérature Evgeny A. Vaguine refuse de se rendre aux séances d'éducation politique, ce qui, dans un camp, ne manque pas de courage. Sado et Platonov se trouvent au camp n° 3 ; Nikolas Ivanov, au camp 17a. Borodine a été transféré à la prison de Vladimir dans laquelle Igor Ogourtsov se trouve depuis 1968.

Ogourtsov est constamment persécuté et puni par l'administration de la prison. Fin décembre 1970, il fut battu par un compagnon de cellule, prisonnier de droit commun. Ogourtsov a fait plusieurs fois la grève de la faim. En 1971, il lui est arrivé quelque chose, mais on ne sait pas quoi, car l'Administration le cache.

Yuri Baranov, libéré le 21 février 1970, est mort subitement. Il est enterré à Tchekhov.

Il est bien entendu que, dans ce compte rendu de l'affaire du BCXCOH, j'ai été subjectif et partial.

(Moscou) - Janvier 1972.

Vladimir OSIPOV.

(8) Zemlyachestvo : société de secours mutuel dans la Russie tsariste.

Les pays baltes face à l'Union soviétique

II. - L'entre-deux guerres (1921-1939)

Le 22 septembre 1921, l'entrée des Etats baltes à la Société des Nations consacrait solennellement leur participation sur un pied d'égalité à la vie internationale. Les nouvelles réalités qui apparaissaient sur la scène mondiale étaient d'une complexité extrême. Dissemblables ethniquement, de religions diverses (Estonie protestante, Lituanie catholique), ces Etats différaient également par leur économie. Au cours de leur naissance tumultueuse, des problèmes frontaliers surgirent entre eux. Sur ce point, des accords durables purent être conclus entre l'Estonie et la Lettonie au sujet de la ville de Valka et de deux autres litiges mineurs. Le partage de la localité contestée et des concessions réciproques réglèrent définitivement le problème en mars 1920. Entre la Lituanie et la Lettonie, le problème de Daugavpils, qui aurait pu devenir une source de troubles, reçut de même une conclusion heureuse en mars 1921. Ces deux accords furent obtenus grâce aux bons offices d'une commission anglaise et témoignent de l'importance revêtue par les nations de l'ouest européen pour les peuples baltes.

LES PAYS BALTES ET L'ALLEMAGNE

Par contre, le conflit polono-lituanien allait donner naissance à un contentieux entre l'Allemagne et la Lituanie, jusque-là le seul pays balte à ne pas faire preuve d'antigermanisme virulent, ce qui lui avait suscité une hostilité manifeste de la part des puissances occidentales, en particulier du côté français.

Lorsqu'au printemps 1919, les Soviétiques battirent partout en retraite, une course de vitesse s'improvisa entre Polonais et Lituaniens à qui entrerait en premier dans Vilna. Les troupes de Varsovie l'occupèrent le 19 avril, mais le gouvernement de Kovno prit sa revanche au moment de l'offensive soviétique contre la Pologne, à l'été 1920.

A peine signé le traité de paix avec Moscou, le 12 juillet, l'armée lituanienne s'empara de Vilna le 15, faisant ainsi cause commune avec l'Armée Rouge. Les Soviétiques s'empressèrent d'exploiter la situation et proposèrent soit l'alliance effective, soit le droit de passage par la Lituanie pour leurs troupes, ce qui fut accepté. Sans la victoire polonaise d'août 1920 (« le miracle de la Vistule »), il est hors de doute que les autorités lituaniennes n'auraient pas survécu à leur collaboration avec le géant bolchéviste.

Fin août 1920, seuls maîtres à Vilna, proclamée capitale de leur Etat, les Lituaniens

ne purent résister à un coup de force de l'armée polonaise, début octobre.

Diverses péripéties se déroulèrent les années suivantes : finalement, le principal allié de la Pologne, la France, dirigea les rancœurs lituaniennes sur le territoire alors prussien de Memel (de nos jours Klaipėda). Le 10 janvier 1923, les Lituaniens l'occupèrent au moment même où l'armée française entrait dans la Ruhr. C'était d'ailleurs des unités françaises qui stationnaient à Memel et laissèrent faire, puis se retirèrent. Du coup, une situation nouvelle surgissait : bien que la République de Weimar s'inclinât devant le fait accompli, les pays baltes devaient maintenant s'attendre à fort peu d'amitié de la part de Berlin, le seul d'entre eux jusqu'alors non hostile à l'Allemagne venant d'annexer un territoire à population en majorité germanique. La Lituanie n'en continua pas moins à maintenir ses revendications sur Vilna, facilitant les intrigues soviétiques et frôlant de peu la guerre avec Varsovie en 1927.

MINORITÉS RUSSES

Il y aurait beaucoup à dire sur la composition ethnique des nouveaux Etats : sans sortir du cadre des rapports balto-soviétiques, le pourcentage de Russes vivant dans les trois pays a son importance.

En Estonie, les Russes constituaient — chiffres de 1934 — 8,2 % de la population. On les trouvait sur les rives du lac Peipus et dans les villes de Narva, Tartu, Tallinn (en tout, 92.650 personnes). En Lettonie, leur proportion atteignait 10,6 % (206.000) suivant un compte de 1935, total auquel on pourrait également ajouter 1,4 % (28.000) d'originaires de la Russie blanche, slaves, mais non russes. Ces minorités se concentraient essentiellement en Latgale. Quant à la Lituanie, l'importante communauté russe d'avant 1914 avait été dispersée par les années d'épreuves : en 1923, elle ne formait plus que 1,4 % (50.400) de la population.

FACE A L'U.R.S.S.

Leur indépendance une fois acquise, la préoccupation dominante de ces pays fut d'assurer leur sécurité face à une Union soviétique ayant apparemment renoncé à s'étendre, mais immensément présente sur leurs frontières. Le concept à la fois le plus proche et le plus ancien résidait dans un projet de fédération entre les nations baltes, déjà envisagé du temps de la domination tsariste. La première tentative effective en ce sens échoua, puisque les nou-

veaux Etats traitèrent séparément avec Moscou.

Les projets initiaux tenaient compte non seulement de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, mais aussi de la Pologne et de la Finlande, également riveraines de la Baltique et tout autant menacées potentiellement par l'U.R.S.S., comme dominées avant 1914 par la Russie. La querelle de Vilna réduisit à néant toute possibilité d'action concertée à cinq. Toutefois, il sembla qu'au moins une alliance à quatre, la Lituanie demeurant à l'écart, pouvait se concrétiser, au cours de ce qu'on a appelé la seconde Conférence d'Helsinki (juillet 1921), animée par R. Holsti, le ministre des Affaires étrangères finnois, et surtout par la volonté de la Pologne. Le 17 mars 1922, ces consultations trouvèrent leur épilogue à Varsovie, dans la conclusion d'un pacte de non-agression et d'assistance mutuelle entre les quatre Etats. Moscou réagit avec promptitude et sa propagande se déchaîna contre ce « pacte antisoviétique ». En fait, l'accord visait à assurer la sécurité des participants aussi bien face aux Soviets que face à l'Allemagne, élément passé sous silence dans les commentaires communistes.

Le 29 mars 1922, une délégation soviétique se rendait à Riga pour y proposer aux représentants de la Lettonie, de l'Estonie et de la Pologne une conférence d'organisation d'un désarmement de toute la région. Par la suite, la Finlande et la Lituanie se virent également sollicitées. Les discussions entamées à Moscou n'aboutirent pas, les Soviets refusant la conclusion de pactes de non-agression avant la réalisation effective du désarmement.

Leur manœuvre diplomatique avait pourtant atteint son but : l'accord de Varsovie se trouvait pratiquement caduc à peine paraphé, les Etats signataires en furent si pleinement conscients qu'aucun n'entreprit la procédure de ratification devant ses instances parlementaires. Pour le Finnois Holsti, qui avait mis son prestige en jeu dans l'affaire, cela signifia l'échec, avec l'entrée consécutive de la Finlande dans un « splendide isolement ». La Lettonie et l'Estonie, quant à elles, en tirèrent les conclusions qui s'imposaient en signant, le 1^{er} novembre 1923, un accord de défense bilatéral pour dix ans.

Ce modeste résultat de consultations originellement bien plus ambitieuses devait être pratiquement le seul durable et susciter l'animosité permanente de l'U.R.S.S. dont les dirigeants comprirent d'emblée qu'il pouvait devenir la base d'une fédération baltique, obstacle difficile à surmonter pour le jour d'une reprise de la marche vers l'ouest.

TENTATIVES SOVIÉTIQUES

Cette marche sur l'Occident, on l'a cru imminente à Moscou, en novembre 1923, du fait des événements d'Allemagne. Aussitôt, le gouvernement soviétique offrit à l'Estonie et à la

Lettonie, séparément, de leur garantir leur indépendance, moyennant déclaration de neutralité en cas de conflit entre l'U.R.S.S. et une tierce puissance. Riga et Tallinn refusèrent de négocier isolément et déclarèrent préférer l'arbitrage d'une instance internationale à la garantie moscovite. L'échec lamentable du K.P.D. à Berlin et en Saxe mit fin aux sollicitations soviétiques. Cette « requête diplomatique » en dit long sur l'empirisme des communistes russes et préfigure la tragédie de 1939-1940. A l'automne 1923, elle passa presque inaperçue. Par contre, un an plus tard, un incident sanglant eut un grand retentissement dans toute l'Europe : le « putsch communiste de Tallinn ».

En Estonie, les premières élections, celles d'avril 1919, à l'assemblée constituante, se déroulèrent à un moment où la « guerre de libération » contre les Soviets durait encore. Les communistes n'y participèrent donc pas, mais par contre, ils étaient sur les rangs pour la consultation suivante, à la première assemblée législative, en 1921, où ils obtinrent 5 sièges avec 5,3 % des suffrages. Aux élections de 1923, ils parvenaient à doubler leur représentation, atteignant 10 députés pour 43.710 voix, soit 9,5 % des votants. A l'automne 1923, des renouvellements de conseils municipaux eurent lieu, qui confirmèrent la progression communiste : à Tallinn, leur fraction comptait 36 conseillers sur une assemblée de 100 ; à Tartu, ils obtenaient le quart des suffrages. Ces succès notables trouvent sans doute leur explication dans la grave crise économique traversée par l'Estonie et le chômage étendu en résultant. L'arrestation, le 3 mai 1922, pour atteinte à la sûreté de l'Etat, de Victor Kingissepp, l'un des organisateurs des comités bolchéviques de 1917, son procès et sa condamnation à mort avaient, d'autre part, fourni aux communistes estoniens un martyr qu'ils rendirent vite légendaire.

Les autorités estoniennes réagirent avec promptitude aux rapides progrès du P.C.

Le 22 janvier 1924, une série d'opérations de police menait à l'arrestation de 200 responsables du parti. Le ministre de l'Intérieur, K. Eenpalu, marqua clairement sa volonté de faire face à la subversion menaçante, en particulier chez les dockers de Tallinn et dans la minorité russe sur la frontière avec l'U.R.S.S. Durant le printemps et l'été 1924, la tension ne cessa de croître, marquée entre autres par des manifestations ouvrières à Tallinn en juin et en août. En septembre, à Tartu, le député communiste Heideman et une trentaine de personnes étaient appréhendées sous l'accusation de préparer un coup de force armé : élément inquiétant, plusieurs militaires participaient à l'affaire. Les premiers jours de novembre virent l'échec d'un coup de main destiné à libérer les détenus politiques de la prison de Tallinn. Un tribunal militaire commença peu après, le 10 novembre, un procès contre 149 accusés d'espionnage en faveur de l'U.R.S.S. et de complot.

Les débats donnèrent lieu à un incident

dramatique : l'inculpé Jaan Tromp, député communiste et dirigeant syndicaliste, ayant insulté la cour, fut, séance tenante, condamné à mort et exécuté le 15 novembre, ce qui entraîna la protestation auprès du ministre des Affaires étrangères de l'ambassadeur soviétique Kobecki et son départ d'Estonie. Des manifestations de masse se déroulèrent à Leningrad devant le consulat estonien en signe d'indignation envers la « terreur blanche de Tallinn ». Le 27 novembre, le verdict du tribunal militaire était rendu public ; il témoignait d'une clémence relative : aucune condamnation à mort n'était prononcée ; 39 peines de détention perpétuelle ; la majorité des accusés obtenait de 3 à 10 ans de prison ; 7 acquittements.

A l'aube du 1^{er} décembre 1924, de petits groupes armés attaquèrent tous les points-clés de Tallinn : la gare de la Baltique, l'aéroport, le bâtiment du télégraphe, les casernes, etc..., et surtout le siège du gouvernement. L'effectif des putschistes communistes s'élevait à 4 ou 500 hommes. A la gare de la Baltique, ils tuèrent le ministre des Transports, Kark, qui prenait le train pour Tartu en vue d'enquêter précisément sur une tentative d'attentat contre un pont.

La riposte des autorités estoniennes fut fulgurante : elle s'organisa sous la direction de J. Laidoner, le chef de l'armée. Dès midi, l'insurrection était écrasée, la plupart de ses dirigeants parvenant toutefois à prendre la fuite à bord de deux avions qui s'envolèrent vers la Russie. Au cours des heurts, douze putschistes trouvèrent la mort, 140 furent capturés : parmi eux, six membres de l'ambassade soviétique. En dehors du ministre Kark, de nombreux policiers et soldats avaient été tués. Le soir même, 30 putschistes étaient fusillés sur décision d'une cour martiale (les chiffres avancés par la presse communiste de l'époque, beaucoup plus élevés, ne reposent sur aucune base). J. Anvelt, l'ancien président de la « République soviétique estonienne » de décembre 1918, organisateur de l'action, parvint à se réfugier à l'ambassade d'U.R.S.S., échappant ainsi à l'arrestation.

La conclusion politique de la tentative se traduisit par la mise hors la loi du P.C. et par de profondes répercussions sur le plan intérieur estonien et sur le plan international. Le rappel de cet événement présente d'autant plus d'intérêt aujourd'hui que les P.C. « orthodoxes » prennent plus de soin à proclamer leur opposition au « putschisme », à « l'aventurisme » et osent prétendre qu'ils n'ont jamais donné par le passé dans le « blanquisme ». Ce précédent, à un moment où l'U.R.S.S. avait beaucoup plus d'intérêt à rassurer que de nos jours, met en relief l'opportunisme foncier de la politique soviétique, changeant brusquement de cap au gré des occasions favorables, sans souci de l'idéologie en cours ; on l'a déjà vu à propos de Brest-Litovsk, le pacifisme étalé par les Soviets à cette occasion étant oublié à peine connue la défaite allemande à l'ouest. On le reverra, et, là encore, les pays baltes en furent victimes, en 1939-1940, tout « antifacis-

me » mis au rancart à l'occasion du pacte germano-soviétique.

L'U.R.S.S. ET LE PUTSCH DE TALLINN

En ce qui concerne le « putsch de Tallinn », on a soutenu que l'U.R.S.S. n'avait rien à voir dans l'affaire et que cet incident allait à l'encontre de ses intérêts. Effectivement, en 1923-1924, Moscou cherchait à se faire admettre en Europe et à obtenir la reconnaissance générale de l'Etat soviétique. Tchitchérine, son ministre des Affaires étrangères, réussit à lever la plupart des obstacles sur cette voie, malgré l'inquiétude suscitée par les troubles d'Allemagne et de Bulgarie à l'automne 1923. Dans un tel contexte, les fusillades d'Estonie ne cadraient apparemment pas.

En réalité, il n'y avait contradiction entre les efforts de normalisation de Tchitchérine et le soutien actif aux acteurs du coup de force du 1^{er} décembre de Tallinn que pour qui oubliait que les communistes peuvent employer diverses méthodes pour arriver à leur but.

Tout au plus peut-on incriminer une insuffisance de préparation technique et psychologique. Les Soviets avaient fait le maximum possible : non seulement des membres de leur ambassade furent capturés les armes à la main, non seulement il fut établi qu'une centaine des putschistes arrêtés avait passé la frontière venant de Russie la veille ou l'avant-veille du 1^{er} décembre, mais encore, en dehors de la campagne de presse soviétique à la fin novembre, indiquant clairement les espoirs du Kremlin, le rappel subit dans les casernes, le 29 novembre, de quatre classes de réservistes par l'Armée Rouge dans les régions de Leningrad et de Pskov, frontalières avec l'Estonie, pour des « exercices » d'une durée de trois semaines, témoigne de la volonté d'être prêt à toute « éventualité ». Le rôle de Zinoviev, responsable alors à la fois du parti pour Leningrad et du comité exécutif de l'Internationale communiste, dans la préparation du coup de main, a été mis en lumière entre autres par Victor Serge. Zinoviev pouvait, en cas de succès, renforcer sa position personnelle parmi les candidats à la succession de Lénine en relevant son prestige entamé par les échecs du Kominintern et en étendant sa zone d'influence de Leningrad à une République estonienne.

En juillet 1925, se déroula à Tallinn l'épilogue judiciaire du putsch avorté. Un seul accusé, le député communiste Heideman, fut condamné à mort, 71 autres à la réclusion perpétuelle, 3 acquittés. Le P.C. estonien, désormais hors-la-loi, ne se releva pas de cet échec ; certes, il réapparut sous des camouflages divers, et particulièrement aux élections de 1926 qui lui apportèrent, ainsi qu'en 1929, 5 députés, et de 1932, où il eut 6 élus. Mais il ne retrouva plus ses dimensions et son audience de 1923-1924.

Au plan diplomatique, l'élan de solidarité provoqué parmi les nations baltes, et qui avait mené à la réunion d'Helsinki de janvier 1925

(Estonie, Lettonie, Pologne, Finlande), ne donna rien du fait de l'attitude des Polonais qui, comme si le problème de Vilna avec la Lituanie ne suffisait pas, soulevaient des revendications territoriales à l'encontre de la Lettonie. Le décès accidentel, à l'été 1925, du ministre des Affaires étrangères d'Estonie, Meierovics, qui recherchait d'une manière privilégiée la constitution d'un bloc des trois Etats proprement baltes, donc incluant la Lituanie, et qui s'était employé sans trêve à créer des liens institutionnels avec la Lettonie, contribua aussi à l'échec.

CALME EN LETTONIE ET EN LITUANIE

Pendant que l'agitation communiste ébranlait l'Estonie, en 1924, le calme régnait en Lettonie et en Lituanie. On remarque ici, une fois de plus, la nécessité de traiter des problèmes des pays baltes d'une manière non globale, toute étude non différenciée menant fatalement à des conclusions erronées.

En Lettonie, le P.C., hors-la-loi, ne put organiser d'activités politiques notables qu'à la fin des années 20. Sous l'appellation de « Groupe ouvrier et paysan », il fit élire une poignée de députés en 1928 et 1931. Pourtant, la Lettonie avait été, en 1918-1919, le seul pays où les bolcheviks jouirent d'appuis non négligeables dans la population.

En Lituanie, le rôle du P.C. revêtit fort peu de signification : interdit en 1919, il réapparut en 1922 avec la dénomination de « Groupe ouvrier », dirigé de Moscou par V. Mickevicius-Kapsukas, mais l'action diplomatique de l'U.R.S.S. auprès du gouvernement de Kovno s'avéra bien plus efficace que la propagande groupusculaire du P.C. local.

PACTES DE NON-AGRESSION

Il faut d'ailleurs rappeler que la Lituanie fut gouvernée à plusieurs reprises par le Parti socialiste populaire de Slezevicius ; cette formation reprenait en partie la pensée des *narodniki* russes. Au cours de 1925, ses ministres ayant grâcié des détenus communistes et s'efforçant de régler le contentieux avec la Pologne, une violente controverse l'opposa aux milieux nationalistes. L'U.R.S.S., reprenant la tactique utilisée lors de la conclusion des traités de paix et qui allait devenir la constante de sa politique à l'égard des trois petits Etats, fit alors des avances à Kovno ; elle y envoya, en décembre 1925, Tchitchérine lui-même. Les négociations évoluèrent rapidement. Le 28 septembre 1926, un pacte de non-agression entre l'U.R.S.S. et la Lituanie était signé à Moscou. Les Soviets ne manquèrent pas de proclamer à cette occasion qu'à leurs yeux Vilna devait revenir aux Lituaniens.

En mai 1926, l'U.R.S.S. avait également proposé à la Lettonie et à l'Estonie la conclusion d'un accord similaire. Mais le rapproche-

ment entre Berlin et Moscou inquiétait fortement Riga et Tallinn qui exigèrent une clause d'arbitrage que les Soviets refusèrent obstinément d'inclure. Aussi, les pourparlers traînèrent, puis tournèrent court. Bien entendu, ni la Lettonie, ni l'Estonie, ni surtout la Pologne n'apprécièrent le cavalier seul effectué par Kovno. Mais la réaction la plus vive au pacte de Moscou se manifesta en Lituanie même, où l'armée prit le pouvoir par un coup d'Etat, le 17 décembre 1926, renversant le gouvernement Slezevicius.

RELATIONS AVEC LA LITUANIE

A. Smetona devint le chef de l'Etat, charge qu'il conserva jusqu'à la tragédie de 1940. Son attitude vis-à-vis du pacte avec les Soviets, à l'origine pourtant de l'intervention des militaires dans la vie publique, demeura la même que celle des socialistes populaires ; il estimait, en effet, que ce traité ne recélait de dangers pour son pays que si un gouvernement de gauche était chargé de l'appliquer. Aussi, des accords culturels et commerciaux vinrent-ils se greffer sur les accords déjà acquis. Il est vrai que Smetona poursuivit parallèlement une politique de rapprochement avec l'Allemagne, à la fois en guise de contre-poids et dans la conception d'une Lituanie intermédiaire privilégiée entre les deux grandes puissances.

Ces vues de Smetona n'empêchèrent pas l'harmonie entre Kovno et Moscou d'être fréquemment troublée, notamment, le 19 mai 1927, par la condamnation à mort du général Kleinski, ancien chef d'état-major de l'armée lituanienne, pour espionnage au profit de l'U.R.S.S., ce qui entraîna le départ de l'ambassadeur soviétique. Certes, lorsque la crise entre la Pologne et la Lituanie atteignit son point culminant en novembre 1927, la démarche russe auprès de l'Angleterre et de la France en faveur des intérêts lituaniens parut justifier le pacte avec Moscou. Mais la découverte de préparatifs d'insurrection communiste à Kovno, dès janvier 1928, montra l'idée particulière que se faisaient les Soviets des dits intérêts.

AVEC LA LETTONIE

L'U.R.S.S. ne renonçait pas à réaliser une opération semblable au pacte avec Kovno du côté des deux autres pays baltes : l'arrivée au pouvoir d'un ministère de gauche à Riga, fin 1926 (cabinet Skujenieks), lui permit enfin d'arriver à son but, le 9 mars 1927, par la signature d'un traité de non-agression avec la Lettonie. Les Soviets durent cependant accorder une concession importante aux Lettons : ils acceptèrent que la commission d'arbitrage prévue en cas de litige fût sous présidence neutre. Toutefois, ils parvinrent à empêcher que le choix de ce président fut arrêté. Dans la foulée, un accord commercial fut également conclu le 2 juin 1927 : aux yeux des Soviets, il revêtait une importance particulière du fait

de la grave crise que traversaient cette année-là leurs rapports avec l'Angleterre.

Cependant, de la même façon qu'en Lituanie, un procès d'espionnage vint vite jeter une ombre fâcheuse sur les relations qui s'ouvraient : à Rezekne, en octobre 1927, quatre condamnations à mort frappèrent des gardes-frontières lettons accusés de trahison en faveur de l'U.R.S.S. Les répercussions de l'affaire firent que le Parlement letton ne ratifia jamais le pacte du 9 mars. Le traité de commerce eut plus de chance, mais à son expiration, en 1932, il ne fut pas renouvelé.

RELATIONS AVEC L'ESTONIE

En Estonie, les propositions soviétiques de négociations d'un pacte de non-agression auraient pu être examinées favorablement à Tallinn sans le scandale Ado Birk : celui-ci, ancien ministre des Affaires étrangères, devenu ambassadeur estonien à Moscou, fut arrêté à un retour de son poste, en mars 1927, pour contacts trop étroits avec les Soviets. Cette affaire mit un terme aux discussions.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Les échanges commerciaux soviéto-baltes eurent sensiblement le même destin que les négociations sur les pactes de non-agression.

En Estonie, le volume du négoce avec l'U.R.S.S. passa de 25 % de l'ensemble du commerce extérieur, en 1922, à 3 % en 1935, et cela malgré un traité d'échanges conclu en 1929.

En Lettonie, si l'accord commercial de 1927 parvint à faire passer les exportations vers l'U.R.S.S. de 2 % du volume total en 1926 à 15 % en 1929, elles ne représentaient plus que 3 % en 1938.

Par contre, en Lituanie, les rapports économiques avec Moscou revêtirent plus d'ampleur, surtout quant au transit du bois brut russe transporté par bateau vers le port de Memel — la Lituanie étant le seul pays balte à ne pas posséder de frontières communes avec l'U.R.S.S. du fait de l'annexion de Vilna par la Pologne — afin d'être travaillé, puis réexporté vers l'Allemagne. Le gouvernement de Kovno, conscient des dangers que comportait le développement croissant du commerce soviéto-lituanien, prit soin de le maintenir dans certaines limites (environ 9 % en moyenne du commerce extérieur du pays) malgré les multiples sollicitations de Moscou et la conclusion d'accords économiques en 1931 et 1935.

LE MÉMORANDUM LITVINOV

Le bilan de l'offensive diplomatique soviétique de 1926-1927 menée sur le thème du pacte de non-agression s'avérait plutôt médiocre :

seule la Lituanie avait signé et ratifié, la Lettonie signant mais ne ratifiant pas, et l'Estonie ayant interrompu les discussions sans les reprendre. Les Soviets ne se découragèrent pas pour autant. Litvinov, successeur intérimaire de Tchitchérine, alors malade, aux Affaires étrangères, entreprit, en 1928, une nouvelle manœuvre destinée à isoler progressivement les Etats baltes en Europe.

Reprenant la formule de renonciation à la guerre lancée par Briand et Kellog à l'été 1927, Litvinov se tourna vers la Pologne et la Lituanie, leur proposant la signature d'un texte similaire. A la demande de Varsovie, il étendit cette offre à l'Estonie et à la Lettonie. Dès le 9 février 1929, ce qu'on a appelé le mémorandum Litvinov — variante du pacte Briand-Kellog — était conclu à Moscou entre l'U.R.S.S., les Etats baltes, la Pologne et la Roumanie.

Les Soviets remportaient un très grand succès qui, dans l'immédiat, les couvrait à l'Ouest à un moment de grande tension sur leur frontière orientale face au Japon, et, à plus longue échéance, leur permettait de déplacer le centre de gravité diplomatique de l'est européen.

L'Estonie prit, la première, conscience des périls recelés par une déclaration apparemment fondée sur le plus pur pacifisme. Même pendant une année aussi calme que 1930, elle subit une violation de son espace aérien par l'aviation de reconnaissance de l'Armée Rouge et découvrait des réseaux communistes clandestins. Mais les multiples démarches entreprises du côté de la Suède, le plus puissant Etat scandinave, lié par de multiples liens historiques à l'Estonie, pour l'amener à sortir de sa réserve et à s'intéresser au destin des Etats baltes, demeurèrent vaines, hormis quelques visites de chefs d'Etat, plus protocolaires que politiques. L'U.R.S.S. prit pourtant ombrage de ces velléités et, plus tard, devait en constituer la base de son acte d'accusation contre l'Estonie.

Litvinov prit son succès de février 1929 comme levier pour généraliser les pactes bilatéraux de non-agression, formule acceptée jusque-là par la seule Lituanie. Bien que les Soviets s'adressèrent d'abord, fin 1931, à la Pologne et à la Finlande, ce fut la Lettonie qui accepta la première de donner sa signature, en février 1932, suivie par l'Estonie en mai, Varsovie et Helsinki faisant de même en juillet. Staline voyait ainsi s'ouvrir à lui la route du pacte franco-soviétique et de l'admission à la Société des Nations. D'autre part, le « cordon sanitaire » isolant l'U.R.S.S. n'était plus qu'un souvenir.

L'ARRIVÉE DE HITLER

L'arrivée au pouvoir d'Hitler, fin janvier 1933 suscita la vive inquiétude des Etats baltes et éveilla leur antigermanisme très vivace : ne risquaient-ils pas de se trouver un jour broyés entre les géants russe et allemand ? Litvinov

s'empressa d'exploiter le malaise et parvint, fin 1933, à déterminer la Pologne à appuyer une proposition de garantie commune aux Etats baltes et à la Finlande, tout en répandant par ailleurs des bruits sur une agression allemande imminente.

D'emblée, la Finlande repoussa l'offre, en arguant de la suffisance du pacte de non-agression. Les Etats baltes, hésitants, n'eurent pas à se prononcer, car des révélations de la presse britannique obligèrent l'U.R.S.S. à démentir toute l'affaire, réduisant ses efforts à néant. Même sans cet incident, l'accord Berlin-Varsovie du 2 janvier 1934 aurait annihilé la tentative soviétique, Staline et Litvinov n'ayant pas prévu cette éventualité. Il s'ensuivit un chassé-croisé diplomatique entre Moscou, Varsovie et Berlin, que les Soviétiques crurent pouvoir faire tourner à leur avantage, en avril 1934, en prolongeant unilatéralement tous les pactes de non-agression avec les Etats baltes jusqu'au 31 décembre 1945. Le refus d'Hitler de répondre aux propositions jointes à cette déclaration fit échouer la manœuvre du Kremlin visant à décider avec l'Allemagne du destin des « Etats-tampons » par-dessus leur tête.

Litvinov ne se tint pas pour battu, et dans le sillage des efforts déployés par le ministre des Affaires étrangères de France, Barthou, au printemps 1934, il reçut, en juin de la même année, le chef de la diplomatie estonienne, Seljamaa, au Kremlin, et parvint à l'influencer. Peu après, une délégation lituanienne se rendait également à Moscou, où l'ambassadeur letton avait déjà pris langue avec Litvinov à l'occasion de la visite de Seljamaa. Le fait que dans le même temps l'Estonie et la Lettonie se rapprochèrent de la Lituanie et appuyèrent pour la première fois ouvertement ses prétentions sur Vilna, se coupant ainsi de la Pologne, ne pouvaient que servir également Staline.

Le rejet par l'Allemagne et la Pologne des propositions Barthou, en septembre 1934, rendit une fois de plus les séductions de Litvinov inutiles. Celui-ci se décida alors à abattre ses cartes ouvertement en proposant, le 6 avril 1935, à Tallinn, Riga et Kovno, la conclusion d'accord bilatéraux d'assistance avec Moscou. Les trois Etats baltes se consultèrent aussitôt, et, conscients de la voie sans retour où ils risquaient d'entrer, rejetèrent la proposition soviétique début mai. Ce rejet de l'alliance avec Staline trouvait d'ailleurs son pendant dans un refus analogue de tout accord avec Hitler. Il convient, à ce sujet, de signaler les difficultés grandissantes de la Lituanie avec la population allemande de Memel.

L'ENTENTE BALTIQUE

La montée de la double menace à l'Est et à l'Ouest renforça la collaboration et la solidarité entre les trois petits pays. Commencées à l'initiative de la Lituanie, en avril 1934, les négociations qu'ils menèrent s'achevèrent

en septembre à Genève par la conclusion pour dix ans de l'Entente baltique, accord d'appui réciproque sur toutes les questions de politique étrangère. L'Entente prévoyait des consultations périodiques entre les trois ministres des Affaires étrangères.

Il sembla tout d'abord que Staline prenait son parti de ce nouvel état de choses, puisque les chefs d'état-major des armées baltes furent invités à assister au défilé du 1^{er} mai 1936 sur la Place Rouge de Moscou. Par hostilité à la Lituanie, Varsovie fit les premiers efforts pour disloquer la nouvelle Entente à peine née en s'efforçant d'en détacher l'Estonie, dont le chef militaire légendaire de la « guerre de libération », Laidoner, pro-polonais du fait d'attaches familiales, proclama ouvertement, à maintes reprises, son scepticisme quant à une collaboration militaire entre les trois Etats et quant à l'Entente en général. La Lettonie s'aligna sur l'attitude estonienne, provoquant un vif mécontentement en Lituanie.

LA PEUR

L'effondrement progressif de l'Europe de Versailles répandait dans le même temps chez les responsables baltes une crainte croissante de déplaire à Moscou ou à Berlin. A partir de fin 1936, on vit se multiplier leurs déclarations de stricte neutralité, de refus de rejoindre quelque bloc que ce fut. Chose très grave, car il s'agissait d'une concession capitale à l'U.R.S.S. : il y eut même une personnalité estonienne pour affirmer qu'il ne fallait surtout pas constituer un bloc des pays baltes pour eux-mêmes. A l'été 1937, l'auteur de cette déclaration était nommé ambassadeur à Moscou, avec de la peur grandissante à Tallinn.

Les événements prirent un rythme accéléré, le poids de l'histoire et de leur situation géographique semblant écraser les petites nations de la Baltique.

A l'instar de la Lituanie avec Memel, les problèmes de la Lettonie avec sa minorité allemande s'aggravèrent. A deux reprises, en novembre 1937 et mai 1938, le ministre des Affaires étrangères letton se vit « rappeler à l'ordre » au cours de visites à Berlin.

Bien entendu, l'intérêt grandissant de l'Allemagne pour l'Est européen suscita très vite la méfiance soviétique. Dès le 29 novembre 1936, à l'occasion du VIII^e Congrès des Républiques soviétiques à Moscou, Jdanov, secrétaire du Parti pour Leningrad, prononça un discours extrêmement menaçant : partant de considérations sur la position géographique de Leningrad, il déclara notamment : « Si, dans quelques petits Etats limitrophes de Leningrad, par exemple en Finlande, sous l'influence d'aventuriers, des sentiments d'hostilité envers l'Union soviétique devaient être excités et des préparatifs être entrepris pour mettre leur territoire à la disposition des manœuvres agressives des Etats fascistes, ces Etats ne pourraient

en être que les propres victimes. Pour de petits Etats, il n'est pas payant de se mêler aux grandes aventures ».

La réaction de l'opinion en Finlande et dans les Etats baltes fut telle que, le 2 décembre, l'ambassadeur soviétique à Riga assurait au gouvernement letton que le discours de Jdanov ne contenait aucune menace contre les « petites nations » et qu'il avait été falsifié par la presse d'Occident. L'agence Tass lança un communiqué de rectification, affirmant que Jdanov ne visait que le « fascisme ». Il s'en suivit une controverse sur le texte réel des tirades incriminées, dont la phrase ci-dessus citée, maintenue dans la version de la *Pravda* du 1^{er} décembre 1936, ne rend qu'un faible écho des propos originels de Jdanov. En tout cas, seules étaient visées par la philippique : l'Estonie, la Lettonie et la Finlande, à l'exclusion symptomatique de la Lituanie, ce que l'ambassadeur des Soviets à Kovno ne manqua pas de souligner.

L'effet des attaques jdanoviennes ressoudant la solidarité des « petits Etats », Staline changea vite de tactique : en février 1937, le chef d'état-major de l'Armée Rouge, Egorov, visitait officiellement les trois capitales baltes, puis le croiseur soviétique « Marat » accostait à Tallinn et Riga. Munters, le ministre des Affaires étrangères letton, considéré par les Soviets comme la figure centrale des diplomates baltes, était ensuite invité à Moscou en juin 1937 où, après son accueil par Litvinov, il eut l'honneur rare de converser avec Staline lui-même. Il lui fut déclaré que l'Union soviétique tenait beaucoup à l'intégrité et à l'indépendance de la Lettonie.

Le caractère illusoire de ces propos apparaissait déjà concrètement dans la situation de plus en plus tendue sur les frontières des deux Etats limitrophes de l'U.R.S.S. Déjà, en février 1936, des avions russes avaient survolé Tartu et la protestation de Tallinn demeura lettre morte. En janvier 1937, des soldats russes ayant opéré une incursion du côté estonien du lac Peipus, la riposte leur coûta deux tués. En représailles, début février, trois Estoniens furent enlevés sur le même point par l'Armée Rouge et fusillés. Fin 1937, du côté russe, de nombreux villages frontaliers au sud de Narva furent vidés de leurs habitants. Durant toute l'année, les incidents se multiplièrent sur la frontière finno-soviétique. A l'été 1938, la troupe russe procéda à l'incendie systématique des bois situés face à l'Estonie et à la Lettonie.

PREMIERS DÉBOIRES

Le 17 mars 1938, l'ultimatum polonais ordonnant à la Lituanie, à la suite d'un incident mineur, d'établir immédiatement des relations diplomatiques avec Varsovie, ouvrit le temps de la politique de force envers les Etats baltes.

L'Allemagne refusant d'intervenir, Kovno s'inclina, remplissant toutes les conditions qui lui étaient dictées. D'autre part, la tension montait sans cesse au sein de la population allemande de Memel. Le 22 mars 1939, la Lituanie rétrocédait à l'Allemagne ce port, Berlin en exprimant le désir « ferme ». L'ambassadeur lituanien à Moscou ne put parvenir à se faire recevoir par Litvinov durant ces jours de crise. Certes, la Pologne commençait à devenir plus amicale envers Kovno, mais c'était bien Varsovie qui, un an avant, avait lancé le premier ultimatum.

Pour l'Union soviétique, l'affaire de Memel constitua le signal attendu depuis vingt ans. Moins d'une semaine après l'entrée d'Hitler à Memel, dès le 28 mars 1939, Litvinov adressait aux trois Etats baltes une déclaration proclamant l'intérêt des Soviets au maintien de leur intégrité territoriale et de leur indépendance politique et économique. Dans toute l'Europe, on interpréta la démarche comme le début d'un « protectorat ». A ce moment crucial, il apparut que l'Estonie et la Lettonie divergeaient gravement dans leur interprétation de la situation : l'Estonie voyant le principal danger du côté soviétique, la Lettonie estimant qu'il provenait de l'Allemagne. Aussi, l'attitude digne et raisonnée du ministre des Affaires étrangères estonien, K. Selter, affirmant, le 18 avril, à Tallinn, que les relations de son pays avec Moscou reposaient déjà sur le traité de paix de 1920 et le pacte de non-agression de 1932, demeura-t-elle sans écho de la part de Riga.

Il est vrai que la méfiance des Lettons envers l'Allemagne reposait sur une dure constatation : en septembre 1938, Munters, le chef de la diplomatie lettonne, s'était rendu à Berlin pour y demander une garantie de respect des Etats baltes par l'Allemagne, condition pour le gouvernement de Riga d'une opposition armée à toute tentative de passage de l'Armée Rouge à travers le territoire letton. Hitler et von Ribbentrop refusèrent de recevoir Munters.

Au mois d'avril 1939, une démarche de Roosevelt avait poussé Hitler à s'adresser entre autres aux Etats baltes pour leur demander s'ils s'estimaient menacés par l'Allemagne. Si la Lituanie et l'Estonie répondirent aussitôt par la négative, la réponse estonienne fut dubitative et Riga manifesta son désir de consulter ses voisins, à commencer par Tallinn. Au cours des discussions qui s'en suivirent, Estoniens et Lettoniens rapprochèrent leur point de vue, semblant revenir à leur alliance de 1923 et signèrent, le 7 juin 1939, à Berlin, un pacte de non-agression avec l'Allemagne. On s'illusionna en Europe sur un intérêt subit d'Hitler pour les Etats baltes : la visite du cuirassé allemand « Admiral Hipper » à Tallinn, en juillet 1937, fut interprété comme un geste politique.

APRES AVOIR LU
EST & OUEST
ENVOYEZ-LE A UN AMI

L'ATTITUDE DES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES

Il a été à peine question jusqu'ici de la position des Etats de l'Europe occidentale, essentiellement de la France et de l'Angleterre, vis-à-vis des pays baltes. C'est qu'elles n'y portèrent intérêt que très épisodiquement.

Face à l'U.R.S.S., Français et Anglais défendirent des points de vue divergents aux heures décisives d'avril et mai 1939.

Le 22 avril, Paris approuva le projet soviétique d'accorder des garanties, même contre leur gré, à certains Etats — en l'occurrence les trois petites nations de la Baltique, la Finlande et la Pologne. Le 22 mai, Londres prit une décision de principe pour un accord d'assistance avec Moscou mais en se refusant à imposer une garantie aux Etats qui n'en voudraient pas.

De toute façon, le 17 mai, les jeux étaient déjà faits et le destin des « pays tampons » en voie d'être tranché, puisque ce fut ce jour-là que Moscou ouvrit avec Berlin des entretiens secrets, dont le résultat, publié fin août, allait devenir le fameux « pacte germano-soviétique ». Toutefois, l'Angleterre et la France s'abusaient encore en juillet, concédant à Staline l'octroi d'une garantie aux Etats baltes sans consultation préalable de leurs gouvernements, acceptant la revendication de Molotov de faire stipuler une possibilité d'intervention de Moscou en cas « d'agression indirecte » dans cette zone. Cette formule ouvrait la voie à l'intervention ouverte de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures des pays concernés, mais non consultés. La réunion des experts militaires anglais et français avec ceux de l'Armée Rouge, tenue à Moscou du 12 au 23 août 1939, discuta les propositions toutes élaborées des Soviétiques visant l'occupation des îles et des ports baltes. La séance du 23 fut interrompue sans reprise par l'annonce de l'arrivée de Ribbentrop à Moscou.

L'ACCORD GERMANO-SOVIÉTIQUE

Il serait certes intéressant, mais trop long, d'entrer dans le détail des discussions germano-soviétiques sur le destin des Etats baltes. Le 23 août, Berlin concédait Estonie et Lettonie, mais se réservait la Lituanie. La guerre mondiale entamée et la défaite polonaise consommée, l'accord Ribbentrop-Molotov du 28 septembre abandonnait également la Lituanie aux convoitises de Staline.

Le 18 septembre 1939, l'U.R.S.S. entamait la reconquête des provinces baltes de l'empire tsariste.

T. NICOLAS.

Le prochain numéro d'EST ET OUEST
paraîtra le Lundi 2 Avril 1973

LUCIEN LAURAT

Nos lecteurs ne trouveront plus dans cette revue la signature de Lucien Laurat. Notre ami est décédé à l'hôpital Broussais au matin du 10 mars, des suites d'un grave accident.

Notre peine est profonde. Certains de nos collaborateurs le connaissaient depuis plus d'un demi-siècle. D'autres, comme moi, depuis quarante ans. Avec lui, c'est beaucoup de notre jeunesse intellectuelle qui disparaît, tout un monde de souvenirs, d'êtres, de choses, d'idées et de combats qui se trouve lourdement amputé.

Nous consacrerons à sa vie et à son œuvre considérable un numéro spécial de la revue, qui paraîtra dans quelques semaines ; et pour cette raison je n'y insisterai pas.

Mais je voudrais dire un mot des qualités du militant. Avec une intelligence et une érudition de premier ordre, il aurait pu réussir une brillante carrière d'écrivain et de journaliste s'il avait consenti à adopter les modes d'aujourd'hui, et à faire des concessions sur ce à quoi il croyait. Il s'y est toujours refusé. Il a préféré une vie modeste et pauvre dans sa vieillesse. Sa mort au petit matin dans la salle commune d'un hôpital parisien au milieu des humbles qu'il a toujours voulu défendre en les éclairant, a une valeur symbolique profondément émouvante.

Il était la bonté et la droiture même. Il était un étranger dans notre monde étouffant qu'il regardait à la fois avec la pénétration d'un remarquable économiste, et la naïveté d'un enfant qui ne pouvait le comprendre. On ne peut même pas imaginer qu'il ait pu porter préjudice à qui que ce soit. Dieu sait pourtant si sa vie a été troublée, et si ses épreuves ont été nombreuses.

Depuis la disparition de sa femme, Marcelle Pommera, nous étions sa seule famille, et il y avait quelque chose de pathétique dans l'effort qu'il faisait pour se rattacher à nous tous afin de ne pas dériver définitivement dans le flot qui nous emporte, alors même qu'il était tenté de s'y abandonner. Nous l'aimions et nous le respections. Nous avons souffert de sa solitude et de sa désespérance, désespérance devant sa vie, désespérance devant un monde qu'il jugeait perdu par son incompréhension des problèmes que lui pose le communisme mondial.

Il a trouvé le repos après une vie de labeur ininterrompu. Au moment où il nous quitte, nous lui adressons du fond du cœur un adieu affectueux, sincère et reconnaissant.

Georges ALBERTINI.